



Organisation des Nations Unies
pour l'alimentation
et l'agriculture



IDOS

German Institute
of Development
and Sustainability

Rapport du Forum d'échange international sur les marchés publics alimentaires durables 2022

Surmonter les défis et tirer les leçons
des gouvernements locaux

25 octobre - 27 octobre 2022 | 10:00 – 17:50 (CEST) | En ligne
Organisé conjointement par l'Organisation des Nations Unies pour
l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut allemand du
développement et de la durabilité (IDOS)

Table des matières

Contexte du forum	1
Jour 1 du Forum - 25 octobre 2022	3
Discours inaugural	3
Session 1 : Lier les marchés publics alimentaires au débat plus large sur les marchés publics durables.....	5
Session 2 : Le rôle des gouvernements locaux.....	11
Échange de ville à ville – Ouagadougou, Burkina Faso & Liège, Belgique.....	15
Session régionale : Amérique latine	18
Jour 2 du Forum - 26 octobre 2022	25
Session régionale : Afrique	25
Session 3 : Les marchés publics alimentaires – points d'entrée pour la transformation des systèmes alimentaires	29
Échange de ville à ville – Kisumu, Kenya & Copenhague, Danemark.....	36
Session 4 : Surmonter les défis – Réglementation des marchés publics	38
Jour 3 du Forum - 27 octobre 2022	45
Session 5 : Surmonter les défis – l'inclusion des groupes vulnérables	45
Échange de ville à ville – Portoviejo & Manabí, Equateur, Valence, Espagne & Rosario & Gualeguaychú, Argentine	51
Session 6 : Surmonter les défis – le rôle des responsables des achats publics et des réseaux	53

Contexte du forum

Selon le Programme des Nations unies pour l'environnement (PNUE), les marchés publics représentent en moyenne 10 à 15 % du PIB mondial et peuvent atteindre 30 % dans les pays en développement. Les marchés publics sont donc considérés comme un énorme levier à différents niveaux de gouvernement pour influencer les modes de consommation et de production. Ces dernières années, les organisations gouvernementales du monde entier ont commencé à reconnaître ce potentiel et ont usé de leur influence en exigeant et en achetant des produits et des services qui sont meilleurs pour les producteurs (par exemple, des normes de travail décentes), pour l'économie (par exemple, un paiement équitable) et pour l'environnement (par exemple, une utilisation minimale des ressources, la conservation de la nature). Grâce à ces pratiques, les organismes publics contribuent directement à l'indicateur 12.7 des objectifs de développement durable des Nations unies "promouvoir des pratiques de passation de marchés publics qui soient durables, conformément aux politiques et priorités nationales".

Dans le contexte plus large des marchés publics durables (MPS), la sous-catégorie de l'alimentation fait l'objet d'une attention croissante de la part des responsables et des praticiens des marchés publics. Les marchés publics alimentaires durables (SPFP) sont de plus en plus reconnus comme un instrument permettant de promouvoir des systèmes alimentaires inclusifs et durables et des régimes alimentaires sains. Comme pour tout processus de changement important, la transition vers des systèmes alimentaires durables par le biais de l'approvisionnement alimentaire public durable se fait à des rythmes différents, certaines villes et des États-nations entiers étant à l'avant-garde, tandis que d'autres n'en sont qu'au tout début du changement des anciennes pratiques. L'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS) mènent actuellement un projet conjoint qui soutient la mise en œuvre du SPFP.

Le projet intitulé "Améliorer les pratiques d'approvisionnement alimentaire public durable dans les municipalités pour catalyser les systèmes alimentaires urbains durables" a pour objectif d'améliorer les pratiques d'approvisionnement alimentaire public durable des gouvernements locaux en tant qu'instrument pour contribuer à des systèmes alimentaires plus durables, en les rendant plus respectueux de l'environnement et plus inclusifs pour les petits producteurs et détaillants tout en augmentant la disponibilité et l'accessibilité d'une alimentation saine et diversifiée pour les consommateurs. Il vise, par la promotion des échanges de connaissances, la collaboration interurbaine et la documentation des expériences, à améliorer la capacité des responsables publics des municipalités d'Afrique et d'Amérique latine à mettre en œuvre des programmes de marchés publics durables afin de catalyser une évolution vers des systèmes alimentaires urbains durables. Les municipalités sont reconnues comme des acteurs essentiels pour mettre en œuvre une transformation des systèmes agroalimentaires actuels, puisqu'elles représentent une grande partie des dépenses totales en matière de marchés publics.

Dans le cadre du projet conjoint de la FAO et de l'IDOS, le Forum d'échange international sur les marchés publics alimentaires durables 2022 - Relever les défis et tirer les leçons des gouvernements locaux. Les objectifs de l'événement étaient les suivants :

- Permettre l'exploration des lacunes en matière de recherche et de politique, en s'appuyant sur une large participation des différentes parties prenantes,
- Fournir aux décideurs politiques des indications sur la manière d'adapter leurs politiques afin d'ouvrir la voie à des systèmes agroalimentaires durables,

- Offrir un espace pour partager des histoires sur les défis et les obstacles et sur la façon dont ils peuvent être surmontés, afin que d'autres qui veulent suivre le mouvement puissent en tirer des leçons et s'adapter à leur propre contexte,
- Et de favoriser les expériences d'apprentissage mutuel et de donner aux parties prenantes les moyens d'agir collectivement.

Cet événement de trois jours a créé un espace pour les acteurs des marchés publics issus du monde universitaire, du secteur public et des organisations de la société civile afin de former des partenariats et de participer à des échanges à l'échelle internationale.

L'événement visait à faciliter les échanges sur les sujets clés suivants en relation avec le SPFP :

- Le rôle et la responsabilité des gouvernements locaux
- Le lien entre le SPFP et le débat plus large sur les marchés publics
- Les points d'entrée pour transformer les systèmes agroalimentaires actuels afin qu'ils soient plus durables
- L'inclusion des groupes vulnérables
- L'importance des partenariats et des réseaux
- Les défis réglementaires

Le forum a offert des perspectives et des contributions perspicaces sur ce sujet d'actualité avec des praticiens, des chercheurs et des décideurs d'Afrique, d'Europe et d'Amérique latine. La diversité des acteurs participants a permis d'explorer les lacunes de la recherche et des politiques, et a fourni aux décideurs politiques des idées sur la manière d'adapter leurs politiques pour ouvrir la voie à des systèmes agroalimentaires durables.

Le forum a offert une grande variété de sessions, y compris des sessions régionales avec des discussions approfondies, des mises en réseau et des échanges de villes. Le fil rouge du forum était les différents défis de la mise en œuvre des pratiques d'approvisionnement alimentaire et la manière de les relever. Une traduction simultanée de et vers l'anglais, le français et l'espagnol a été assurée tout au long de l'événement afin de toucher un public international et de rendre l'événement aussi inclusif que possible. Ainsi, cette documentation de l'événement est également disponible dans ces trois langues.

Jour 1 du Forum - 25 octobre 2022

Discours inaugural

Betina Bergmann Madsen – Chef des approvisionnements (Responsable d'achats) à la municipalité de Copenhague, ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Danemark

Betina est avocate d'affaires de formation et travaille en tant que professionnelle des marchés publics alimentaires depuis 2009. En 2021, Betina a participé au travail des Nations Unies autour du Sommet sur le système alimentaire au sein du Réseau des champions des Nations Unies, ce qui lui a permis de mieux comprendre le fonctionnement du système alimentaire. Dans son discours d'ouverture, elle partage ses pensées sur la mise en œuvre systémique des mesures vertes nécessaires pour changer le système alimentaire. De plus, elle partage le point de vue d'un avocat spécialisé dans les marchés publics qui travaille dans une ville où les ambitions politiques en termes d'écologie sont élevées. L'objectif est de fournir un meilleur aperçu des différents défis à relever pour implémenter des exigences écologiques et durables dans les contrats de marchés publics alimentaires.

Bien que la passation de marchés soit un outil puissant pour apporter des changements durables et systémiques, elle n'est pas sans défis, risques et limites. Les points suivants sont essentiels pour soutenir le déploiement des initiatives du SPFP du point de vue d'un agent d'approvisionnement. Malgré leur importance, ils sont rarement discutés.

- Les agents d'approvisionnement chargés des marchés publics doivent être bien formés et entourés d'experts. Souvent, ces agents travaillent seuls à la rédaction des documents d'achat, manquent de connaissances spécialisées sur le produit qu'ils achètent et ne sont pas conscients de leur rôle clé dans la transformation du système alimentaire.
- Outre la connaissance et l'expertise des produits, les agents doivent s'assurer que les demandes politiques sont prises en considération dans l'appel d'offres. Les agents d'approvisionnement doivent connaître la politique de l'institution pour laquelle ils travaillent et doivent s'assurer qu'elle est appliquée dans l'appel d'offres.
- Traduire les directives nutritionnelles et promouvoir le développement de systèmes alimentaires plus durables par le biais d'appels d'offres est un défi. Les agents ignorent souvent qu'il s'agit en fait d'une partie du processus d'appel d'offres (plutôt que des résultats pratiques d'un marché public) et qu'ils doivent donc inclure ces objectifs de nutrition et de durabilité dans l'appel d'offres. Par exemple, un appel d'offres pour des repas scolaires devrait également contenir des exigences concernant la planification du menu, la production du repas et donc les produits alimentaires à acheter.
 - En plus des politiques, des lignes directrices, des décisions européennes et du droit national, il faut également tenir compte du niveau supranational. Plus le niveau est élevé ou plus les instructions sont abstraites, plus il devient difficile de faire en sorte que les agents les appliquent. Les ODD de l'ONU sont généralement négligés et ne sont donc souvent pas considérés comme applicables. Les exigences des politiques nationales peuvent être tellement étendues qu'elles ne sont pas considérées applicables. Il est absolument nécessaire de les ramener à un niveau gérable. Une politique alimentaire locale peut aider à sensibiliser le responsable des achats aux exigences qui doivent être intégrées dans l'appel d'offres. Des directives supplémentaires sur la manière de les intégrer sont recommandées.
- Un autre défi est que les directives et les recommandations parviennent rarement aux responsables des achats et que ces derniers ne savent pas qu'elles existent, et donc ne savent

pas où les chercher. Les lignes directrices sur les marchés publics écologiques (GPP) de la Commission européenne et le document des Nations unies intitulé " Renforcer les politiques sectorielles pour obtenir de meilleurs résultats en matière de sécurité alimentaire et de nutrition " en sont les principaux exemples. Les lignes directrices sur les marchés publics écologiques ont, au mieux, été publiées sur un site web gouvernemental. Lors de la première réunion du réseau danois des responsables des marchés publics, on a demandé aux membres s'ils avaient entendu parler des MPE - personne n'en connaissait l'existence. Le problème suivant est que si le responsable des achats prend connaissance de ces publications, il n'a pas le temps de lire de longs rapports sur ce qui peut être pris en compte dans les achats alimentaires. On remarque également que ces rapports ne donnent pas de conseils et d'astuces concrets sur ce qu'il faut faire spécifiquement pour répondre aux recommandations. Et pour ajouter à cela un défi supplémentaire, surtout si le responsable des achats ne peut pas voir la "vue d'ensemble" et pourquoi il est important et pertinent d'incorporer les exigences dans son appel d'offres, il ne sera pas incité à les mettre en œuvre.

- Les achats et les nouveaux contrats sont souvent soumis à une exigence et à une attente d'économies. Vous devez faire plus avec moins. Le responsable des achats peut donc craindre que des exigences accrues ne retardent la procédure d'appel d'offres et n'augmentent le prix du contrat final, ce qui entraînerait des problèmes dans le processus.
- Il y a également un risque à imposer des exigences écologiques dans les appels d'offres, et les agents d'approvisionnement peuvent par inadvertance pousser les développements dans la mauvaise direction. L'exigence de poisson durable en est un bon exemple. Certains pensent que si nous exigeons que tous les poissons faisant l'objet d'un appel d'offres public soient labellisés MSC et ASC, les problèmes liés à la pêche durable seront résolus par le secteur public. Cependant, si nous nous tournons exclusivement vers la demande publique de poisson labellisé MSC et ASC, nous risquons de contribuer à la fermeture de nombreuses petites pêcheries qui n'ont pas les moyens et les ressources nécessaires pour obtenir cette certification. Cet exemple montre qu'il est important, dans la mesure du possible, de bien clarifier les domaines dans lesquels nous posons des exigences et des critères écologiques particuliers avant de formuler une recommandation. Car si beaucoup d'autres copient une telle offre, il se produira un effet papillon où une mesure bien intentionnée peut causer de grands dégâts.

Betina a conclu que nous ne pouvons pas nous attendre à ce que les recommandations sur la façon de modifier le système alimentaire par le biais des marchés publics soient automatiquement mises en œuvre et aboutissent aux changements systémiques nécessaires.

Questions du chat :

- Q: Défis ou risques dans l'approvisionnement alimentaire en ce qui concerne les multinationales / grandes entreprises travaillant dans le pays, mais avec des liens importants avec les entreprises internationales par rapport aux petits exploitants nationaux ? Comment peut-on travailler pour créer un accès équitable aux petits producteurs locaux (dans certaines récoltes à haute valeur nutritionnelle) ? Celles-ci sont cultivées par des femmes, mais ces produits ne font pas partie des priorités nationales et nécessiteront des efforts pour organiser les petits producteurs locaux.
- Q: Comment ce contrat d'approvisionnement se combine-t-il avec le stock pour assurer la sécurité alimentaire en période de crise ?
R: Faire une analyse du marché, diviser l'offre en petits contrats et lier le prix à un certain niveau (afin qu'il n'y ait pas de fluctuation, due à des changements de circonstances).

- Q: Les marchés publics alimentaires durables (SPFP) associent des politiques publiques (développement durable, lutte contre la vulnérabilité alimentaire et les déserts alimentaires, etc.), des connaissances techniques (nutrition, projets éducatifs, logistique, etc.) et des marchés publics (processus bureaucratique, fonction commerciale, droit administratif, etc.) Cette complexité accrue est un moteur (plus de ressources, accès à l'agenda politique, etc.) ou un obstacle (manque de capacité, etc.) aux objectifs du SPFP ?
R: Probablement les deux. Les responsables des achats doivent être entourés d'experts (par exemple, des nutritionnistes et des spécialistes des questions environnementales), car ils ne peuvent pas tout savoir eux-mêmes. La complexité accrue est donc un obstacle, mais si le responsable des achats travaille avec d'autres personnes pour acquérir leurs connaissances et les intégrer dans l'appel d'offres, cela peut être un moteur.
- Q: Certaines villes disposent d'une liste. Au Danemark, une telle liste est difficile à trouver, la stratégie a donc consisté à contacter les fournisseurs que nous connaissons et à leur demander s'ils connaissent d'autres fournisseurs. Il faut que ce soit du bouche-à-oreille, où la structure se construit au fil de la démarche. C'est très difficile pour les agents, qui ne sont pas des experts en la matière.
- Je suis d'accord avec @Bettina, nous devons développer des stratégies pour cibler différents acteurs, mais il faut aussi tenir compte de la situation des petits exploitants agricoles qui seront vos fournisseurs. D'après votre expérience, qui devrait être invité à aider le responsable des achats à évaluer les spécifications et la qualité des aliments ?
- Q: D'après votre expérience, quels sont les aspects les plus sensibles de la phase de gestion du contrat, où des écarts par rapport à ce qui est requis se produisent fréquemment ?

Session 1 : Lier les marchés publics alimentaires au débat plus large sur les marchés publics durables

Modératrice : Florence Tartanac, FAO

Intervenants : Lamia Moubayed Bissat, Expert du PNUE et Vice-Président du comité d'experts de l'administration publique des Nations Unies. Comité d'experts de l'administration publique.

Roberto Caranta, Professeur à la faculté de droit de l'université de Turin, Italie

Luana Swensson, Spécialiste de la politique des marchés publics durables à la Division de l'alimentation et de la nutrition (ESN) de l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO)

L'objectif de cette session était de présenter et de discuter le sujet du lien entre les marchés publics alimentaires (PFP) et le débat plus large sur les marchés publics durables (SPP). L'idée est d'introduire le débat sur les marchés publics durables, puis d'explorer la reconnaissance des marchés publics durables par les objectifs de développement durable des Nations Unies. Ensuite, le travail du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) et du réseau One Planet Network est présenté, suivi de la reconnaissance internationale croissante de la SPP et du PFP, de sa portée, de son potentiel, des défis auxquels elles font face, et de la façon dont l'alimentation en est une partie importante et intégrée.

Présentation par Lamia Moubayed Bissat

Principaux points à retenir :

- Au cœur de la mission du PNUE : Comment travailler avec les gouvernements pour qu'ils perçoivent tout le potentiel de l'approvisionnement public durable comme accélérateur de tous les ODD !
- Transition des marchés publics d'une fonction transactionnelle à une fonction stratégique
- Le SPP est "un processus par lequel les organisations publiques répondent à leurs besoins en matière de biens, de services, de travaux et de services publics d'une manière qui permet d'optimiser les ressources sur l'ensemble du cycle de vie en termes de bénéfices non seulement pour l'organisation, mais aussi pour la société et l'économie, tout en réduisant de manière significative les impacts négatifs sur l'environnement". Cette définition a été adoptée dans le cadre du programme SPP 10 YFP.
- Le SPP matérialise un changement de paradigme, passant de la recherche de la solution la moins chère (économies) à la recherche du meilleur rapport qualité-prix sur l'ensemble du cycle de vie (en intégrant les questions de durabilité).
- Les services d'alimentation et de restauration sont en train de devenir l'une des catégories d'achats prioritaires pour l'intégration des questions de durabilité, classée à la 2^{ème} place en 2021 (contre la 11^{ème} en 2017) dans le top 10 des catégories de produits et services prioritaires pour la mise en œuvre du SPP. Cette évolution est probablement due à la montée en puissance des politiques d'alimentation durable, notamment les politiques européennes "de la ferme à la fourchette", et à leur soutien effectif à l'approvisionnement durable des services alimentaires.
- Défis SPP :
 1. Cadre législatif et politique : par exemple, manque d'intégration des objectifs du SPP dans les politiques générales et de communication publique sur les objectifs du SPP.
 2. Ressources et culture organisationnelles : par exemple, absence de soutien de haut niveau de la part de la direction générale.
 3. Capacités et outils : par exemple, manque de formation en matière de conception et application de procédures d'appel d'offres tenant compte du SPP.
 4. Préparation du marché de l'approvisionnement : par exemple, manque de communication sur les buts et les objectifs du SPP aux responsables du marché.
- Thèmes pour la suite des discussions : le développement de systèmes et d'indicateurs pour mesurer le changement, les réformes des directives européennes sur les approvisionnements, et la relation entre les stratégies de croissance verte et les régimes alimentaires durables.

Présentation par Roberto Caranta

Principaux points à retenir :

- Nous assistons à une évolution remarquable du rôle des marchés publics, qui passe d'un rôle transactionnel à un rôle stratégique.
- La réforme de la législation sur les marchés publics de l'Union européenne de 2014 a renforcé (sans l'imposer) les SPP.
- Le coût du cycle de vie est un nouvel outil pour développer la durabilité par le biais des marchés publics.

- Le Green Deal européen s'est fixé pour objectifs de lutter contre le changement climatique, de soutenir les initiatives en faveur du développement durable et de faire passer la philosophie du SPP du statut d'outil facultatif à celui d'outil obligatoire.
- La nouvelle initiative de l'Union européenne sur les produits durables vise à faire des produits durables la norme et intègre la SPP par le biais de la vague de l'initiative « Renovation Wave for Europe » et de la stratégie « de la ferme à la table ». Les exigences relatives aux produits seront définies dans la législation spécifique à chaque produit et comprendront des règles visant à les rendre plus durables, fiables, réutilisables, évolutifs, réparables, faciles à entretenir et à remettre en état, et efficaces en termes d'énergie et de ressources.
- Une vague de rénovation pour l'Europe - écologiser nos bâtiments, créer des emplois, améliorer les vies : développer des critères MPE pour les bâtiments publics tels que les immeubles de bureaux et les écoles, liés au cycle de vie et à la résilience climatique et basés sur le(s) niveau(x).
- De la ferme à la table : afin d'améliorer la disponibilité et le prix des denrées alimentaires durables et de promouvoir des régimes alimentaires sains et durables dans la restauration collective, la Commission déterminera la meilleure façon de fixer des critères minimaux obligatoires pour l'achat de denrées alimentaires durables.
- Cette évolution du rôle des marchés publics ne se limite pas à l'Union européenne, comme le montrent des exemples aux États-Unis et en Chine. L'administration Biden a publié un décret visant à tirer parti du pouvoir d'achat des États-Unis pour promouvoir les investissements dans les énergies propres. La Chine a un double objectif en matière de carbone : atteindre le pic des émissions de carbone avant 2030 et parvenir à la neutralité carbone avant 2060.
- La tyrannie du prix le plus bas (marchés publics mécaniques et sans âme) est dépassée, il est temps d'intégrer des questions de durabilité plus larges dans les marchés publics (lutte contre le changement climatique, traitement des questions sociales).
- Les économies restent un élément important des marchés publics, mais dans une perspective à long terme et non plus à court terme.

Présentation par Luana Swensson

Principaux points à retenir :

- Les marchés publics alimentaires durables (SPFP) sont reconnus comme un outil de développement et un point d'entrée pour déclencher des modes de production et de consommation plus durables.
- Le SPFP contribue à la réalisation de l'ODD 12.
- Le SPFP a des initiatives dans plusieurs domaines, tels que les programmes d'alimentation scolaire, l'armée, les prisons, les hôpitaux, etc.
- Les services d'alimentation et de restauration font partie des principales catégories auxquelles les gouvernements accordent la priorité pour inclure les questions de durabilité.
- Défi : il y a une déconnexion entre les initiatives SPFP et le débat et l'agenda plus large du SPP. Le lien entre les initiatives d'approvisionnement alimentaire et l'agenda et le débat plus large sur les MSP semble être plus clair dans les pays à revenu élevé (et surtout les pays de l'Union européenne), où la plupart des recherches sur les pratiques MSP ont été menées. Dans ces pays, la PSP a été le plus souvent associée à des préoccupations environnementales, avec une intégration plus récente et progressive d'autres préoccupations sociales et économiques. Dans les pays à revenu faible ou intermédiaire, le lien direct entre les initiatives d'approvisionnement alimentaire et un programme ou un débat plus large sur la PSP n'est pas

aussi évident. Le plus souvent, ces initiatives ne sont pas signalées comme une mise en œuvre ou une contribution à la cible 12.7 de l'ODD, ni étudiées comme un exemple significatif de SPP.

- De nombreuses raisons peuvent expliquer pourquoi les initiatives de PFP sont souvent déconnectées d'un agenda ou d'un débat plus large sur la PSP :
 1. Les initiatives du PFP sont développées en fonction de points d'entrée spécifiques qui sont différents des points d'entrée communs du débat plus large sur le PSP (c'est-à-dire la santé, la nutrition ou l'agriculture). Ces points d'entrée ne sont souvent pas les mêmes que ceux du débat plus large sur le SPP, qui peut se concentrer, par exemple, sur l'inclusion et le soutien des PME, plutôt que des agriculteurs ou des organisations d'agriculteurs.
 2. Les programmes PFP, c'est-à-dire les programmes d'alimentation scolaire, sont le plus souvent conçus et mis en œuvre par des ministères et des agences autres que ceux qui sont impliqués dans la conception des politiques SPP. Ces derniers sont souvent ceux qui travaillent sur les affaires environnementales, économiques et financières. Dans le même temps, les initiatives d'approvisionnement alimentaire, et en particulier les initiatives d'alimentation scolaire, sont principalement conçues par des ministères et des agences travaillant dans les domaines de l'éducation, de la protection sociale ou de l'agriculture. Le manque de dialogue multipartite et de coordination entre ces différents acteurs est très évident dans de nombreux pays. Il constitue un goulot d'étranglement important pour la poursuite du développement des initiatives d'approvisionnement alimentaire dans le cadre du programme et du débat sur le SPP.
 3. Les données sur la PSP et la PFP durable, notamment en provenance des économies à faible revenu, sont encore très limitées. Dans son examen mondial des marchés publics durables de 2017, le PNUE a constaté que sur les 56 gouvernements nationaux qui ont participé à l'enquête, un seul (la Côte d'Ivoire) était originaire d'Afrique. Davantage de données et de recherches sont nécessaires pour mieux comprendre les deux agendas et promouvoir leur développement et leur connexion. Il convient ici de souligner l'importance de la recherche multidisciplinaire. Les chercheurs impliqués dans l'analyse des initiatives de PFP (et surtout des initiatives de BRS) se concentrent souvent sur des domaines de connaissance spécifiques et utilisent des points d'entrée spécifiques. Ces points d'entrée peuvent ne pas être directement liés à la PFP. En outre, les chercheurs en marchés publics ne considèrent souvent pas les marchés publics alimentaires et leurs particularités comme un domaine d'étude clé, en particulier dans les pays du Sud. Une approche multisectorielle et multidisciplinaire de la PFP est donc essentielle ; c'est l'un des piliers de cette publication.
- La reconnaissance des initiatives du PFP comme une partie importante du SPP est fondamentale :
 - Renforcer les deux agendas aux niveaux locaux, national et international
 - Promouvoir une approche systémique
 - Soutenir le développement d'instruments réglementaires et politiques appropriés pour une mise en œuvre efficace. Cela s'est produit tout en incluant les petites et moyennes entreprises (PME) dans l'agenda des marchés publics.
- Exemple des PME : de nombreux pays ont développé des instruments spécifiques pour soutenir l'inclusion des (PME) dans les initiatives de marchés publics. Néanmoins, les agriculteurs et leurs organisations peuvent ne pas correspondre à la définition légale et aux critères établis pour les PME (par exemple, la taille, le volume des transactions, le nombre d'employés, la forme juridique à adopter). Malgré leur importance économique et sociale, ils peuvent ne pas être autorisés à bénéficier de ces instruments pour soutenir leur inclusion dans les opportunités de marchés publics.

- Relever les défis : promouvoir la coordination multisectorielle, l'échange de connaissances à plusieurs niveaux, le développement de la recherche multidisciplinaire, sont des stratégies clés.
- La FAO a travaillé au niveau mondial avec un partenaire multiple pour promouvoir le renforcement des liens entre le PFP et l'agenda plus large du SPP et promouvoir une approche multisectorielle et multidisciplinaire du SPP.

Questions & remarques dans le chat :

- Q: (1) Normalement, dans un pays donné, qui est l'entité chargée d'approvisionnement ? Est-ce l'école, la commune, le district, le niveau provincial ou national ? Parmi ces niveaux, qui donne aux programmes d'alimentation à domicile le droit d'effectuer les achats de nourriture ? (2) Au niveau local, lorsque l'entité d'approvisionnement est autorisée à effectuer des achats, elle peut être tenue de se conformer à la loi sur les marchés publics d'un pays particulier. Pourriez-vous nous en dire plus sur la manière dont d'autres pays procèdent à la passation de marchés pour les programmes d'alimentation locale, en précisant qui s'occupe de la passation de marchés, quelles sont les directives qu'ils utilisent, le fournisseur local... ?

Q: Je pense que tous les intervenants ont insisté sur le fait que la coordination entre les différentes entités publiques est essentielle à la réalisation de marchés publics alimentaires durables. Ma question aux intervenants est la suivante : comment pouvons-nous y parvenir dans le contexte de la conception institutionnelle de la réglementation/contrôle des marchés publics ? Quel type d'approche ou de conception organisationnelle en matière de marchés publics serait optimal pour stimuler les niveaux de coopération entre les différentes entités publiques (départements/agences, etc.) dans un pays donné ?

R: pour répondre aux deux questions, la coordination institutionnelle et la formation sont également importantes pour les vendeurs. Des programmes devraient être développés en impliquant les organisations d'agriculteurs pour former les agriculteurs à participer directement à la passation de marché sans intermédiaire et le processus de passation de marché devrait être simplifié, en utilisant la passation de marché électronique si les infrastructures sont là.

Commentaire en chat d'un participant : En Amérique latine, la législation relative à l'agriculture familiale dans certains pays a facilité la participation des petits producteurs aux programmes PFP car elle a fourni un cadre juridique à ces acteurs, habituellement inexistant.

Commentaire en chat d'un participant : Je pense qu'en plus de l'adhésion des politiciens, le développement des capacités techniques aux différents niveaux et secteurs est également essentiel pour comprendre la multi-dimension du PFP et pour identifier les rôles sectoriels spécifiques.

- Q: @Luana, y a-t-il des pays où il y a eu des efforts de décentralisation pour que les petits exploitants puissent devenir éligibles en tant que fournisseurs ?
- Q: Si les agriculteurs et les producteurs locaux ne sont pas légalement conformes en tant que PME ou enregistrés, comment pouvons-nous les inciter à participer au processus d'appel d'offres d'une manière acceptable ?

R: Les gouvernements devraient soutenir les agriculteurs locaux pour établir un lien entre la demande (consommation) et l'offre (production). Il existe des outils tels que les accords-cadres qui peuvent fonctionner sur les conditions locales, bien que certaines réglementations ne permettent pas l'utilisation directe des exigences de production locale (comme celle de l'Union européenne).

Commentaire du chat : Dans des pays comme le Brésil, où les achats électroniques sont très répandus, des outils intéressants permettent de réduire les coûts de participation des fournisseurs potentiels à la sélection des fournisseurs. Cela contribue également à faire entrer les producteurs locaux dans le système d'approvisionnement.

- Q: @Lamia : quel est l'état d'avancement des travaux sur les achats sensibles au sexe ?
- Q: Je voudrais remercier les intervenants pour leurs précieuses contributions, en particulier pour la présentation claire de Luana, qui a partagé non seulement les voies possibles pour l'avenir, mais aussi le travail fondamental promu par la FAO pour aider les pays, comme ceux en développement, à atténuer les grands défis d'aujourd'hui. Sur le discours "ce qui pourrait être fait" nous avons remarqué, cependant, 2 autres défis sur lesquels j'aimerais entendre les orateurs. Le premier concerne le manque de connaissance/volonté politique, par les autorités responsables des marchés publics, du triple pilier de la durabilité - au Brésil, par exemple, en termes de marchés publics, la durabilité est encore un sujet très lié à la gestion des déchets solides ou au recyclage, et quelques débats sur les marchés alimentaires. Alors ... comment et qui devrait sensibiliser ces autorités ? Un deuxième défi concerne l'absence d'un paramètre minimum pour la réalisation de la durabilité dans les marchés publics alimentaires ; j'aimerais vous entendre sur ces deux points.

Principaux points de discussion des intervenants :

- Les contextes institutionnels sont importants lors du développement d'initiatives SPP, y compris les interactions acheteur-fournisseur, la collaboration intra-gouvernementale.
- Le SPP nécessite l'engagement des parties prenantes, y compris des acteurs clés, tels que le ministère des Finances (budget), comme cela a été le cas dans les pays en développement.
- L'approche ascendante est pertinente pour le SPP (les initiatives locales apportent des innovations), ce qui renforce la nécessité de partager les pratiques et les expériences.
- Il existe différents modèles organisationnels dans les initiatives de SPP, de décentralisés à centralisés, y compris des modèles hybrides.
- La formation, les directives et la communication sont importantes pour développer l'expertise en matière de SPP, y compris pour aider les producteurs locaux à se conformer aux exigences formelles des marchés publics.

Ressources :

- FAO, Alliance of Bioversity International and CIAT and Editora da UFRGS. 2021. Public food procurement for sustainable food systems and healthy diets – Volume 1. Rome.
<https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb7960en>
- Plus d'informations et de publications sur la page web de la FAO :
<https://www.fao.org/nutrition/markets/sustainable-public-food-procurement/en/#c858497>
- Publication du Programme des Nations Unies pour l'environnement (PNUE) : [Sustainable Public Procurement 2022 Global Review](#)
- Quelques aperçus utiles sur les marchés publics en matière de sexe
<https://www.open-contracting.org/what-is-open-contracting/gender/>
Marchés publics sensibles au sexe
<https://www.unwomen.org/en/digital-library/publications/2022/04/procurements-strategic-value>
Perspective Européen : <https://eige.europa.eu/publications/gender-responsive-public-procurement>
https://www.oecd-ilibrary.org/governance/promoting-gender-equality-through-public-procurement_5d8f6f76-en

Session 2 : Le rôle des gouvernements locaux

Modératrice : Cecilia Marocchino, FAO

Intervenants : Peter Defranceschi, Chef du bureau de Bruxelles et du programme Global City Food Coordinateur à ICLEI Europe – gouvernement local pour la durabilité, Belgique

Annamaria La Chimia, Professeur de droit et de développement et directeur du Groupe de recherche sur les marchés publics de l'Université de Nottingham, GB

Claudia Paltrinieri, Propriétaire et directeur de Foodinsider, Italie

L'idée de cette session était de se concentrer sur le rôle des gouvernements locaux ; comment ils sont des acteurs clés pour apporter des changements, conduire cet agenda et mettre en œuvre des initiatives de marchés publics alimentaires durables. Elle aborde également les défis auxquels ils peuvent être confrontés, notamment le besoin d'une plus grande reconnaissance, etc. La première présentation a couvert une perspective plus globale. La deuxième présentation s'est concentrée sur une recherche menée en Italie dans un contexte européen/mondial mettant en évidence les lacunes évaluées liées à la gouvernance locale et aux acteurs publics locaux. La dernière présentation couvrait une autre perspective sur l'Italie et sur les expériences que Foodinsider a recueillies à travers le classement des cantines scolaires italiennes et le travail qu'ils ont effectué avec plusieurs municipalités.

Présentation par Peter Defranceschi

Principaux points à retenir :

- Les citoyens ne comprennent généralement pas le rôle pertinent des autorités locales.
- L'achat public de denrées alimentaires peut être une responsabilité des gouvernements nationaux, régionaux ou locaux.
- Le gaspillage alimentaire est un problème important auquel les marchés publics alimentaires durables (SPFP) peuvent contribuer.
- L'action contre le changement climatique, les marchés publics alimentaires et la gestion des déchets alimentaires sont liés.
- Le projet School Food 4 Change (SF4C) : une initiative qui fournit des repas scolaires durables et sains dans plus de 3 000 écoles, touchant plus de 600 000 enfants et jeunes dans 12 États membres de l'Union européenne.
- ICLEI participe à la campagne Buy Better Food pour une alimentation durable dans l'assiette publique, ou Buy Better Food Campaign, qui est une coalition d'organisations paneuropéennes à but non lucratif - notamment des réseaux de gouvernements locaux et régionaux, ainsi que des organisations de la société civile axées sur le changement climatique, la santé et les droits de l'homme. La Campagne appelle à l'adoption de règles d'achat public de denrées alimentaires qui soient favorables à l'environnement, aux consommateurs et aux travailleurs, et qui fournissent une alimentation saine aux citoyens européens dans les lieux publics, tels que les écoles, les hôpitaux et les maisons de retraite. La Campagne vise à représenter un groupe diversifié de membres ayant des origines, des affiliations et des compétences différentes. La Campagne demande à la Commission européenne de :
 1. Fixer des exigences minimales en matière d'approvisionnement alimentaire à l'échelle de l'UE qui bénéficient à « One Health » et qui sont équitables et inclusives pour les producteurs, les communautés et les générations futures.

2. Proposer des objectifs à l'horizon 2030 pour :
 - L'achat public de 20 à 50 % d'aliments biologiques, de haute qualité et durables pour les cantines publiques, les écoles et les jardins d'enfants ;
 - Des politiques nutritionnelles basées sur les régimes alimentaires de la santé planétaire (plus riches en végétaux, avec de la viande "moins et mieux" et uniquement du poisson dont la durabilité est démontrée), sans oublier les ajustements spécifiques au contexte (par exemple, la situation géographique, la culture, etc.).
 3. Permettre l'inclusion de programmes éducatifs sur les systèmes alimentaires et les régimes alimentaires sains dans les programmes scolaires.
- Les écoles comme catalyseurs du changement de culture alimentaire.
 - Il est temps de passer de la promotion de pratiques uniques à une approche normalisatrice (les repas scolaires sont une question de culture, de justice sociale, de territoire et d'éducation alimentaire).
 - Le SPFP concerne également l'approvisionnement de l'éducation.
 - ICLEI est l'auteur principal du Manifeste pour l'établissement de normes minimales pour les cantines publiques dans l'UE. Ce Manifeste sur l'approvisionnement de la ferme à la fourchette (ci-après "Manifeste sur l'approvisionnement de la ferme à la fourchette") vise à inspirer la Commission européenne et les États membres de l'UE ainsi que les autorités publiques régionales et locales avec sept propositions réalisables pour établir des normes minimales pour les cantines publiques en Europe. Ce manifeste « F2F Procurement », produit dans le cadre de la Coalition européenne pour une politique alimentaire, présente sept critères obligatoires (minimum) et facultatifs pour les cantines publiques :
 1. Alimentation saine
 2. Produits biologiques et autres produits agro-écologiques
 3. Soutien aux petits agriculteurs
 4. Action pour le climat
 5. Économie sociale et droits du travail
 6. Commerce équitable
 7. Normes de bien-être animal
 - Les chaînes d'approvisionnement alimentaire courtes peuvent avoir un impact sur le développement du territoire (comme le montre l'exemple italien).
 - Les écoles peuvent contribuer à la lutte contre la vulnérabilité alimentaire.
 - L'échange de connaissances et un réseau d'acheteurs de denrées alimentaires sont pertinents pour le SPFP.
 - SPFP : des personnes en bonne santé, un paysage sain et un climat sain.

Présentation par Annamaria La Chimia

Principaux points à retenir :

- Sur la base d'un questionnaire développé par Public Health Nutrition Research Ltd, UK ; dans le contexte de l'UE, les politiques alimentaires scolaires (SFP) peuvent être organisées de différentes manières. Il peut s'agir de politiques gouvernementales distinctes et autonomes (nationales/régionales) ou de politiques intégrées à d'autres politiques telles que la santé ou l'éducation. Les objectifs des SFP sont les suivants : améliorer la nutrition des enfants, leur inculquer des habitudes saines, réduire/prévenir l'obésité, réduire/prévenir la malnutrition, lutter contre les inégalités en matière de santé et améliorer les résultats scolaires.

- Le programme "Food for Schools" (F4S) en Italie est un cadre normatif disjonctif. Il s'agit d'un cadre administratif multi-ministériel au niveau national, régional, local et individuel (école par école). La législation prévoit des normes nutritionnelles minimales et des mesures incitatives pour les programmes d'alimentation biologique.
- La politique de restauration scolaire est basée sur un service "à la demande" (approche sélective vs. Universelle). Il s'agit d'une politique distincte qui n'est pas intégrée aux autres politiques. Les SFP sont plus fortes dans les zones plus riches.
- Les politiques de cantine scolaire en Italie présentent des avantages, mais la manière dont elles ont été mises en œuvre accroît les inégalités entre les territoires. Malgré des politiques similaires, les régions italiennes ont mis en œuvre les politiques alimentaires scolaires de manière différente. Facteurs d'influence : niveau de capacité du gouvernement, objectifs locaux (volonté de discrimination au profit des producteurs locaux). Les régions italiennes dont le PIB par habitant est plus élevé proposent des repas scolaires combinant alimentation et éducation.
- Il existe un décalage entre l'expertise technique et une bureaucratie inefficace (régions italiennes : nord et sud).
- Questions ouvertes : Pour les marchés publics, le marché et la logique de la concurrence l'emportent dans la réglementation européenne. S'agit-il d'une occasion manquée pour une politique locale à multiples facettes ? Comment protéger le travail, les chaînes alimentaires locales et les choix durables dans ce cadre réglementaire ?

Présentation par Claudia Paltrinieri

Principaux points à retenir :

- Foodinsider a réalisé un questionnaire auprès des cantines scolaires italiennes pour mesurer la qualité des ingrédients, l'équilibre de l'alimentation et la durabilité du menu. Les résultats mettent en évidence un écart de notation significatif entre les 10 meilleures cantines scolaires et les autres.
- D'autres résultats significatifs ont été trouvés :
 - Les mêmes ingrédients utilisés dans les repas scolaires peuvent donner des repas de bonne ou de mauvaise qualité, selon la gestion de la cantine scolaire. La gestion de la cantine scolaire joue donc un rôle important.
 - La gestion du changement de la cantine scolaire a permis d'améliorer le classement d'une cantine scolaire à Sesto Fiorentino, qui est passé du 25^e au 10^e rang, avec notamment une augmentation de la qualité des aliments. Qualità & Servizi est une entreprise publique (in house) qui gère les services de restauration scolaire de 6 municipalités dans la campagne de Florence et ils étaient responsables de ce changement. De 2015/16 à 2021/22, les changements ont été suivis pour l'offre mensuelle de variété de céréales (augmentation), de viande (plus de la moitié), de viande transformée (réduite à zéro), de légumineuses comme plat protéique principal (augmentation) et de légumineuses (augmentation). Le dossier indique également qu'en 2015/16, l'offre d'aliments locaux et de chaînes d'approvisionnement courtes n'était pas mentionnée, alors qu'en 2021/22, elle représentait 73 % et 83 % du total. L'offre d'aliments biologiques est passée de 25 à 60 %, l'utilisation de véhicules électriques de 0 à 100 % et l'utilisation de recettes issues de la gastronomie locale est passée de 1 à 6 fois.

- Les meilleures pratiques peuvent contribuer à diffuser l'idée que le changement (d'une alimentation de base à une alimentation saine) est possible.
- L'objectif des cantines scolaires peut être différent : se nourrir, se nourrir sainement ou nourrir la communauté.
- En 2021, l'Italie a adopté une nouvelle loi sur les marchés publics écologiques appelée "Critères environnementaux minimaux" ("Criteri Ambientali Minimi" - CAM). Cette loi définit les règles des appels d'offres pour le service des cantines scolaires et est évaluée comme un moteur du changement. Les critères comprennent :
 - 50% d'aliments biologiques
 - Biodiversité
 - Moins de viande rouge
 - Pas d'aliments transformés
 - Lien avec le territoire
 - Augmentation des compétences
 - Pas de plastique
 - Suivi de l'économie circulaire (arrêt du gaspillage alimentaire)

Le principal résultat de la 7ème note : l'application de la CAM avec les nouveaux appels d'offres a permis d'améliorer les menus (note plus élevée) et de rendre le service plus écologique.

- La qualité des menus dépend de la gouvernance des municipalités, de leur vision et de leurs compétences. La loi sur les critères environnementaux minimums étend le changement vert à toutes les municipalités avec les nouveaux appels d'offres.

Séance de discussion et de questions-réponses

Questions et remarques du chat :

- Q: @Claudia ; quel a été le défi le plus difficile à relever dans votre expérience concrète?
- Q: @Claudia, très intéressante de voir les changements dans l'utilisation des légumineuses, des légumes et des fruits ; cette diversification a-t-elle augmenté les coûts de la logistique et du système d'approvisionnement ?
R: Les coûts de la logistique doivent être pris en compte lors de l'élaboration d'un menu diversifié.
- Q: @Annamaria: si j'ai bien compris, vous dites que le problème juridique lié à l'approvisionnement en produits alimentaires LOCAUX (dans l'UE) pourrait être résolu en mettant l'accent sur la mise en œuvre de politiques et d'objectifs de durabilité locaux/régionaux ?
R: Les critères d'achat qui ne spécifient pas l'origine mais les impacts peuvent être utiles, car les exigences locales ne sont pas autorisées par certaines législations d'achat comme celle de l'UE.
- Q: je voudrais consulter du point de vue des fournisseurs, quel type de profil ont ces fournisseurs ? Sont-ils de grands, moyens ou petits producteurs locaux ?
R: Les petits producteurs doivent être pris en compte dans le SPFP, comme l'expérience brésilienne, qui est motivée par la législation sur l'approvisionnement alimentaire obligatoire auprès des producteurs locaux (un certain pourcentage).
- Q: @Claudia : comment évaluez-vous la pertinence du classement de la qualité alimentaire des cantines scolaires pour stimuler les améliorations des programmes d'alimentation scolaire au niveau municipal ? Était-ce un facteur important ?

R: Oui, le classement a poussé au changement des menus. L'année dernière, la municipalité d'Aoste, qui était en bas du classement, a décidé d'augmenter la qualité pour atteindre une position plus élevée et elle l'a fait. Cette année, Aoste a beaucoup augmenté la qualité de son menu et se trouve en 14^{ème} position.

- **Q:** @Peter : A votre avis, quel est le changement de jeu local qui déflage les changements dans une société ? Y a-t-il de grandes différences entre les communautés les plus riches et les plus pauvres lorsqu'il s'agit d'adopter un mode de vie ou des marchés publics plus durables ?

Ressources :

- ICLEI links & Ressources :
Manifeste pour l'établissement de normes minimales pour les cantines publiques dans l'UEI
<https://iclei-europe.org/publications-tools/?c=search&uid=AXvXw6K2>.
La pétition sur les repas scolaires :
https://secure.avaaz.org/community_petitions/en/eu_kommissarin_fur_gesundheit_dr_stell_a_kyriakides_eu_eine_gesunde_mahlzeit_fur_jedes_kind_in_jeder_schule/
Le pouvoir de l'assiette publique :
<https://www.youtube.com/watch?v=aescLPkIQ7g&list=PLsgoH3BX-BpQBbfErv08-RcsUJLrK0z6i>

Échange de ville à ville – Ouagadougou, Burkina Faso & Liège, Belgique

Modératrice : Kristin Schmit, IDOS

Intervenants : Leticia Nonguierma, Urbaniste à la Ville de Ouagadougou, Burkina Faso

Harouna Maiga, Économiste de la planification et experte en gestion du développement dans la ville de Ouagadougou, Burkina Faso

Davide Arcadipane, Secrétaire de cabinet et référent en circuits courts, agriculture urbaine et alimentation durable de la ville de Liège, Belgique

Au début de cette année, la FAO et IDOS ont uni leurs forces et ont commencé à collaborer à ce projet sur les marchés publics alimentaires durables. L'une des principales composantes de ce projet était l'organisation d'échanges entre trois villes d'Europe et trois villes d'Amérique latine et du continent africain. L'idée de ces échanges était de jumeler les villes et d'avoir deux échanges en ligne, où elles pouvaient présenter leurs pratiques en matière de marchés publics alimentaires durables et, en lien avec cela, leurs initiatives en matière d'alimentation scolaire, puis échanger sur les similitudes, mais surtout sur les défis auxquels elles pouvaient être confrontées lors de la mise en œuvre de ces pratiques et initiatives. L'objectif était de favoriser l'échange et l'apprentissage mutuels entre les villes dans la complexité des questions d'approvisionnement pour améliorer la durabilité. Pour cette session, l'accent a été mis sur la ville de Ouagadougou et la ville de Liège, qui devaient poursuivre leurs échanges en ligne après le forum.

Présentation par Liège

Principaux points à retenir :

- Quelques chiffres sur Liège :
 - o 68 distributeurs dont 20 certifiés bio (29%)
 - o 220 producteurs dont 67 certifiés bio (30%)
 - o 68 distributeurs dont 20 certifiés bio (29%)
 - o 280 transformateurs dont 58 certifiés bio (21%)
- La Ville de Liège entame officiellement son parcours de décisions politiques en 2017 avec l'inscription au Pacte de la politique urbaine de Milan Pacte de Milan et par la suite un Plan directeur urbain commun aux 24 communes, un débat sur l'alimentation scolaire au Conseil communal (2018) et des objectifs dans le programme politique (2019-2024, mandat communal), parmi lesquels : un hub dédié à l'entreprise durable en circuit court et une entreprise de transformation de légumes.
- Exemples d'actions en faveur de l'alimentation durable :
 - o Marché hebdomadaire de producteurs locaux (Marché Court-Circuit)
 - o La fondation d'un Food Center durable et inclusif en partenariat avec des associations, qui soutient des actions de sensibilisation à l'alimentation pour les Liégeois avec une attention aux groupes défavorisés.
 - o Un programme de relocalisation de la production alimentaire grâce au programme CREaFARM qui met des terrains agricoles publics à disposition de projets agricoles locaux et urbains (2018).
 - o Un festival annuel de transition alimentaire "Nourrir Liège".
 - o La création en cours d'un hub logistique pour les acteurs du circuit court à Liège.
 - o La mise en place de cantines durables au sein des crèches et des écoles communales de base en bonne collaboration avec l'intercommunale ISOSL, productrice de repas.
- ISoSL ; quel rôle joue l'intercommunalité dans l'alimentation des enfants à Liège ?
 - o Une intercommunale mixte (neuf communes dont Liège, deux privées), qui assure un service public (soins de santé) avec 3600 employés, sept cuisines (une centrale) préparant 12000 repas par jour (dont 3000 pour les crèches et les écoles) pour 140 écoles de base et 55 crèches. Elle est un acteur stratégique de l'alimentation durable à Liège.
- Liège veut passer à 100 % de produits biologiques locaux d'ici 2024 grâce à une stratégie systémique de la ferme à l'assiette composée de plusieurs parties :
 1. Approvisionnement
 - Défis :
 - Comment changer les modes d'approvisionnement pour que les produits durables entrent dans les cuisines ?
 - Comment définir une stratégie d'achat cohérente avec les valeurs de l'alimentation durable ?
 - Comment utiliser le pouvoir d'achat de l'ISoSL pour investir dans une alimentation locale, durable et résiliente ?
 - Une redéfinition de la stratégie d'achat a été réalisée, en partenariat avec un avocat spécialisé.
 2. Des menus durables
 - Les cuisiniers et diététiciens de l'ISoSL définissent de nouveaux cycles de menus sains et équilibrés avec des produits frais et de saison en s'adaptant à la gamme de matières premières durables.

3. Réduction de déchets et de gaspillage
 - L'objectif est de réduire les déchets à chaque étape des flux alimentaires afin d'économiser de l'argent qui sera réinjecté dans des aliments de qualité. La réduction du gaspillage permet de réinvestir dans des filières de production durables sans affecter le prix de vente du repas. Exemple : Application de commande de repas.
4. Communication et formation
 - L'objectif est de développer une stratégie de communication sur l'alimentation durable pour informer le personnel de l'ISO SL, les enfants, les parents et les enseignants des avantages de la nouvelle politique. Parallèlement, cet axe vise à former des cuisiniers pour faciliter l'élaboration des menus. Ils travaillent à la mise en place de formations pour le personnel, afin de les sensibiliser aux questions agricoles et alimentaires. Par exemple : Des Posters sur l'alimentation durable pour les enfants.

Présentation par Ouagadougou

Principaux points à retenir :

- Ouagadougou est confrontée à de nombreux défis en termes d'infrastructures, de pauvreté urbaine, d'emploi (notamment pour les jeunes et les femmes) et de protection de l'environnement. La crise sanitaire et sécuritaire a entraîné des flux migratoires internes aggravant les problèmes existants. La question de l'alimentation urbaine durable est transversale dans une ville comme Ouagadougou, qui accueille chaque année quelque 200 000 nouveaux habitants alors que les terres arables en périphérie de la ville sont de plus en plus occupées à des fins d'habitation.
- Depuis 2018, la ville de Ouagadougou s'est résolument engagée dans une démarche d'agroforesterie dans le cadre de la réhabilitation de la ceinture verte, qui couvre plus de 2100 hectares, afin de renforcer le système de production local. Cette ceinture est importante car elle a le potentiel de résoudre de nombreux problèmes de la ville. Cette approche vise à aider à répondre aux besoins d'autonomie alimentaire de la ville et à contribuer à l'accès à une alimentation saine et durable.
- Les procédures de passation de marchés publics au niveau local sont régies par des règlements adoptés au niveau central, avec des directives spécifiques sur les marchés alimentaires.
- Les marchés publics alimentaires au Burkina Faso en général et à Ouagadougou en particulier sont organisés pour approvisionner les cantines scolaires, les prisons, les restaurants de service, les hôpitaux, etc.
- Chiffres sur la restauration scolaire :
 - o 1100 écoles (publiques et privées) avec cantines scolaires
 - o Les menus comprennent du riz, des haricots, du couscous, des pâtes, des lentilles et des haricots mungo.
 - o Aménagement de 15 hectares au profit de près de 500 femmes qui y travaillent désormais
 - o Structuration des maraîchers : recensement des maraîchers (3112), y compris les équipements de travail pour 201 maraîchers.
 - o Appui aux cantines scolaires de 12 écoles (2022-2024)
- Actions :

- o Regroupement des producteurs en coopératives pour répondre aux commandes publiques ;
- o Transfert des fonds de l'État à la commune à temps (dès le premier trimestre de l'année civile) ;
- o Signature des différents contrats à temps (début du premier trimestre de l'année scolaire avec un délai d'exécution de trente (30) jours).
- o Existence de structures organisées pour la gestion et le suivi des cantines scolaires (services techniques de la commune, CCEB, contrôleurs au niveau des CEB, contrôleur provincial, comités de gestion, parents d'élèves).
- Défis :
 - o Incapacité des producteurs à répondre à la demande (60 % des aliments doivent être locaux selon la directive de l'État) ;
 - o Manque de disponibilité de la production locale en raison des récoltes tardives des producteurs ;
 - o La disponibilité des denrées alimentaires d'état ne couvre pas toute l'année ;
 - o Difficulté de transport des produits ;
 - o Les procédures d'entente directe exigent le respect de listes de prix qui ne sont pas conformes au prix du marché.

Séance de discussion et de questions-réponses

Questions et remarques du chat :

- Q : @Davide, vous avez mentionné la réduction des coûts en organisant des réunions entre les différents producteurs ; quelle est l'ampleur de cette réduction ?
- Q : @Davide, comment déterminez-vous le juste prix ?
- J'aimerais connaître la composante handicap dans ces programmes ; l'inclusion du handicap dans l'alimentation avec une éducation inclusive et de qualité et diversifiée pour les différents types de handicap.
- Q : question pour le Burkina Faso ; existe-t-il des lois ou des incitations dans votre pays pour promouvoir l'approvisionnement local par les producteurs ?

Session régionale : Amérique latine

Modératrice : Pilar Santacoloma, FAO

Intervenants : Marisa Siboldi, Consultant en développement durable et en chaîne d'approvisionnement, Argentine

Sara Granados Ortiz, Spécialiste des systèmes alimentaires (Gouvernance) & point focal région pour FAO- Urban Food Agenda ; Prévention des pertes et gaspillages alimentaire au niveau région de la FAO, bureau pour l'Amérique latine et les Caraïbes

L'objectif de cette session était de créer un espace interactif, où les intervenants et le public pourraient partager leurs expériences en matière de marchés publics alimentaires et dialoguer et échanger entre eux. À cette fin, le format choisi pour la session ressemblait à un talk-show. Plutôt que de proposer un événement de type conférence, où les intervenants font une présentation suivie de questions-

réponses, l'intention était de créer un espace ouvert, où les participants se sentiraient invités à partager leurs histoires. Pour avoir une idée de l'opinion du public et des intervenants sur les questions liées à l'approvisionnement alimentaire public durable, un sondage en direct a été lancé, à partir duquel une discussion s'est engagée.

Questions à l'audience et aux intervenants

Une série de quatre questions de sondage a été posée. La dernière question était une question ouverte posée directement aux intervenants et au public. Au total, 16 participants ont répondu au sondage. Le vote était anonyme et les réponses ont été affichées au public après le vote. Le groupe de participants était très diversifié : trois représentants du secteur universitaire, trois du gouvernement local, trois d'une organisation de la société civile et un du gouvernement national. Les six autres participants appartenaient à une autre organisation qui n'était pas incluse dans les catégories. En termes d'expérience professionnelle dans le domaine des marchés publics alimentaires durables, la majorité (5 sur 16) a indiqué avoir 6 à 10 ans d'expérience. Il y a eu un grand mélange avec un participant n'ayant aucune expérience, trois ayant moins d'un an, trois entre un et deux ans, deux entre trois et cinq ans et deux ayant plus de 10 ans d'expérience.

1. Selon vous, quels sont les principaux avantages d'un approvisionnement alimentaire durable ?
 - a. Soutenir les producteurs vulnérables (c'est-à-dire les femmes, les PME) et stimuler le développement économique des communautés.
 - b. Augmenter la qualité des aliments servis dans les lieux publics.
 - c. Promouvoir la durabilité environnementale.
 - d. Autres
 - **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants étaient autorisés à donner plus d'une réponse. Presque tous les participants (15 sur 16 ; 94%) ont considéré que le soutien aux producteurs vulnérables était un des principaux avantages de l'approvisionnement alimentaire durable. 11 participants sur 16 (69%) ont estimé que la promotion de la durabilité environnementale et la garantie de la qualité nutritionnelle de l'approvisionnement alimentaire étaient les principaux avantages. 10 participants sur 16 (63%) ont estimé que l'amélioration de la qualité des aliments servis dans les lieux publics était le principal avantage de l'approvisionnement alimentaire public, tandis qu'un participant a indiqué qu'il y avait d'autres avantages principaux.

2. Êtes-vous d'accord avec ce qui suit : "Les aliments devraient être achetés autant que possible auprès de petits exploitants agricoles locaux ?"
 - a. Oui, il est important de soutenir les petits exploitants agricoles locaux.
 - b. Oui, mais en réalité, il est trop difficile de s'approvisionner auprès des petits exploitants locaux.
 - c. Oui, mais seulement lorsqu'ils sont organisés en coopératives ou associations d'agriculteurs.
 - d. Non, le fournisseur qui peut fournir le meilleur produit au meilleur prix doit fournir les aliments.
 - e. Pas sûr(e).
 - **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants n'étaient autorisés à donner qu'une seule réponse. La première réponse a été la question la plus répondue. 50% des participants sont d'accord pour dire que les aliments doivent être achetés autant que possible auprès des petits exploitants agricoles locaux, car il est important de soutenir ces derniers. L'autre moitié des participants était également partagée entre les réponses b et c ; ils pensent que les aliments devraient être achetés auprès des petits exploitants agricoles locaux, mais en réalité, c'est trop

difficile et ils ne devraient être achetés qu'auprès de ces agriculteurs lorsqu'ils sont organisés en coopératives ou en associations. Aucun participant n'a indiqué que les aliments ne devraient pas être achetés auprès des petits exploitants agricoles locaux.

3. Êtes-vous d'accord avec la déclaration suivante : "La majorité des aliments achetés devraient être biologiques ou issus d'approches agroécologiques" ?
 - a. Oui, les aliments biologiques sont meilleurs pour l'environnement
 - b. Oui, mais les aliments biologiques sont plus chers et il n'y a pas assez de budget pour les acheter.
 - c. Non, d'autres facteurs sont plus importants, comme le prix et/ou l'offre d'aliments locaux.
 - d. Non, il n'y a pas assez de fournisseurs qui produisent des aliments biologiques.
 - e. Pas sûr(e).
- **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants n'étaient autorisés à donner qu'une seule réponse. Pour cette question particulière, les réponses étaient très diverses. La réponse la plus courante est que la majorité des aliments achetés devraient être biologiques ou issus d'approches agroécologiques, car ils sont plus sains. 31% (5 participants sur 16) ont donné cette réponse. Presque autant de participants (4 sur 16 ; 25%) sont d'accord avec l'affirmation, mais pensent que les aliments biologiques sont plus chers que les aliments non biologiques pour lesquels il n'y a pas de budget. Certains participants soutiennent également que les aliments biologiques sont meilleurs pour l'environnement (3 sur 16 ; 18%), tandis que deux participants estiment que d'autres facteurs comme le prix et/ou l'offre d'aliments locaux sont plus importants et que deux participants ne sont pas sûrs de leur opinion sur cette affirmation.
4. Selon vous, quels sont les principaux défis à relever pour s'approvisionner en nourriture de manière durable ?
 - a. Un manque de budget.
 - b. Le manque d'infrastructures (c'est-à-dire de cuisines pour préparer les aliments)
 - c. Absence de logistique adéquate (par exemple, les aliments frais se gâtent).
 - d. Disponibilité des produits et/ou capacité des fournisseurs à répondre aux exigences.
 - e. Manque de volonté politique.
 - f. Complexité et manque de clarté des règles relatives aux marchés publics.
 - g. Le personnel chargé des approvisionnements n'est pas motivé ou bien préparé.
 - h. Le personnel de cuisine n'est pas formé de manière adéquate.
 - i. Le développement durable est trop complexe
 - j. Autres
- **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants étaient autorisés à donner plus d'une réponse. A la question sur les principaux défis de l'approvisionnement alimentaire durable, la plupart des participants (11 sur 16 ; 69%) ont répondu la capacité organisationnelle et managériale des fournisseurs à répondre aux besoins, suivie par le manque de logistique adéquate (par exemple, les aliments frais se dégradent) et la complexité et le manque de clarté des règles des marchés publics. Ensuite, les participants (44%) considèrent que le manque de motivation et l'impréparation du personnel chargé des achats ainsi que le manque de volonté politique sont de grands défis. Ensuite, le manque d'infrastructures (c'est-à-dire de cuisines pour préparer les aliments), la disponibilité des produits et/ou la capacité des fournisseurs à répondre aux exigences et le manque de formation du personnel ont été considérés comme des défis par 3 participants sur 16. Enfin, seuls deux participants ont indiqué que la complexité de la durabilité et le manque de budget étaient les principaux défis de l'approvisionnement alimentaire durable.

5. À votre avis, que pourrait-on faire pour surmonter certains des défis susmentionnés et soutenir la mise en œuvre d'initiatives publiques durables en matière d'alimentation ? Pourriez-vous donner quelques exemples concrets tirés de votre expérience ?

- Cette réponse a été le point de départ d'une discussion ouverte entre le public et les intervenants et leur a été posée directement, plutôt que par le biais du sondage.

Contributions des intervenants

Marisa Siboldi

- L'achat public durable de denrées alimentaires (SPFP) dépend du contexte ; il existe des différences entre les SPFP des pays européens et ceux d'Amérique latine.
- Importance de la vision stratégique des personnes chargées de la mise en œuvre ; les responsables des achats devraient avoir une vision plus globale, en considérant par exemple la possibilité de créer de la valeur avec les décisions d'achat, plutôt que de se concentrer sur les questions d'approvisionnement.
- Les responsables des achats devraient prendre en considération les opinions des experts dans différents domaines pour prendre des décisions éclairées.
- Les décisions d'achat doivent être établies et institutionnalisées au sein du gouvernement actuel et ne peuvent dépendre de la décision d'achat d'un seul fonctionnaire.
- Les marchés publics en Amérique latine se sont traditionnellement concentrés sur le prix, par crainte de diminuer la transparence du processus, mais il est important d'aller au-delà.
- Le soutien aux producteurs de l'économie sociale et aux micro-entreprises en Argentine relève d'une vision de l'aide sociale, mais il n'existe aucun soutien pour renforcer les capacités ou rendre les agents indépendants.
- Importance de l'éducation et de la formation ; pour les agents d'approvisionnement, pour que les enfants apprécient les produits et en parlent, et pour que les producteurs soient en mesure de comprendre et de satisfaire les exigences des marchés publics afin de participer à des marchés plus importants et plus formels.
- Défis pour le SPFP :
 1. Manque de volonté politique
 2. Manque d'information adéquate de ceux qui prennent les décisions et, par conséquent, manque d'incitations ou d'articulation.
 3. Manque de logistique
 4. Manque de formalisation des petits producteurs. La plupart des fruits et légumes sont achetés de manière informelle.

Sara Granados

- L'Amérique latine et les Caraïbes essaient depuis longtemps d'intégrer les concepts de durabilité dans les marchés publics, comme c'est le cas du Brésil.
- Pendant la pandémie, ils ont mené une enquête dans certaines municipalités et ont découvert que beaucoup d'entre elles avaient des difficultés à maintenir la distribution alimentaire active, en particulier pour les cantines scolaires. Ils ont alors commencé à mettre en place certains éléments de gouvernance : conseils de sécurité alimentaire ou ordonnances sur la sécurité alimentaire. Il s'agissait également de consolider ces organes de gouvernance après la pandémie. De nombreux gouvernements locaux ont été impliqués dans ce processus en essayant de comprendre la dynamique de l'opération d'approvisionnement au niveau local ou en utilisant la géolocalisation des exploitations familiales et des principaux centres alimentaires ou acheteurs publics.

- Le renforcement des capacités du PFP s'est fait par le biais de la logistique collaborative et de l'innovation, où les entreprises de transport ou les coursiers ont pu faciliter le processus, les applications ont permis la traçabilité et l'emballage a été rendu plus durable.
- La composante approvisionnement alimentaire local du PFP permet aux élèves/étudiants de visiter plus facilement les sites où les aliments sont produits (par exemple, la zone de pêche, où ils avaient l'habitude de manger du poisson en conserve comme repas scolaire).
- Défis pour le SPFP :
 1. Croissance des villes intermédiaires (1000 à 1 million d'habitants), où les maires doivent faire preuve d'une grande créativité pour relever les grands défis de la chaîne d'approvisionnement. Exemple du Mexique : lien fort entre l'offre et la demande, mais les maillons intermédiaires de la chaîne d'approvisionnement sont fortement privatisés, verticaux et manquent d'informations. Défi : comment établir des alliances public-fournisseur, des espaces multipartites où il est possible de coordonner avec les détaillants, les grossistes, les représentants des coopératives et d'améliorer la logistique et les protocoles de biosécurité ? Et comment ajouter de la dynamique à ces circuits courts de coordination ?
 2. Des expériences très boutique et le problème de savoir comment les transposer à plus grande échelle pour intégrer des éléments de diversité locale dans les menus, entre autres critères nouveaux.
 3. Composante de la volonté politique, mais aussi important le (manque de) savoir-faire des équipes municipales. Il est donc important d'utiliser les mécanismes d'interaction avec les fournisseurs, les coopératives ou les détaillants, qui sont ceux qui ont les connaissances. Les intermédiaires sont essentiels pour intégrer les objectifs de durabilité.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Nécessité d'une revalorisation de l'agriculture, car les jeunes ne veulent pas rester à la campagne.
- Nécessité de centraliser les rôles du SPFP au sein des gouvernements locaux. L'État doit proposer des règles du jeu claires.
- Le discours autour du SPFP s'est imposé, mais la mise en œuvre est un défi fondamental.
- Défi très important : comment reconnaître les petits producteurs en tant qu'agents économiques, qui peuvent participer au SPFP.
- L'expérience du Brésil a permis de tirer des leçons et les gouvernements locaux sont reconnus comme des acteurs de premier niveau. La gouvernance locale permet à ces programmes de ne pas disparaître avec le temps.
- Besoin d'informations pour pouvoir savoir où se trouvent les produits, comment la chaîne d'approvisionnement se déplace, où les coûts peuvent être réduits et comment le système d'approvisionnement fonctionne dans son ensemble. Comment répondre à la demande institutionnelle ?
- Il est important de souligner l'urbanisation rapide des pays, la question de la privatisation et la façon dont les grands acteurs des chaînes d'approvisionnement assument le rôle de SPFP. Nous laissons de côté les principaux acteurs au niveau local.

Expériences partagées par l'audience :

- Un participant de Rosario, en Argentine, est d'accord avec ce qui a été partagé et ajoute un défi supplémentaire. Le problème est que les marchés publics sont composés d'une multitude de bureaucrates, qui effectuent les achats, gèrent les budgets et donnent les ordres d'achat. Ils gèrent tous les achats à leur manière, si bien qu'il est difficile pour les fournisseurs potentiels de savoir comment soumettre une offre. L'Etat attend des producteurs qu'ils soient organisés, alors que l'Etat lui-même n'est pas bien organisé. Réponse de Marisa : pour le marché, le principal défi est de comprendre ce que le système SPFP demande.
- En ce qui concerne les 30% d'achats obligatoires aux agriculteurs familiaux au Brésil, il n'y a pas de données disponibles. Dans ce contexte, si les universitaires publient des données, mais que la société civile ne connaît pas l'existence de ces publications et ne dispose donc d'aucune information, cela ne sert à rien. Il y a un manque de suivi et de mise en œuvre. Les problèmes locaux sont partagés en Amérique latine, mais il est difficile d'adapter les réglementations au contexte local ou de fournir aux agriculteurs familiaux une formation leur permettant de participer aux appels d'offres.
- Importance des actions multisectorielles pour aborder les ODD. Il est difficile d'avoir une vue d'ensemble des programmes étant donné les lacunes en matière de données. Le Brésil stipule que les municipalités doivent s'approvisionner à hauteur de 30 % auprès des exploitations familiales et il existe une garantie légale, mais les gouvernements locaux ne s'y conforment toujours pas. De plus, il y a un manque d'actions et de stratégies concrètes pour que les gouvernements locaux rendent opérationnelles les politiques publiques, telles que le SPFP, qui en même temps continue à être vu sous l'angle de l'assistance.
- *Réponse de Marisa : l'articulation est la clé, par exemple, au Paraguay, ils ont établi des tables de dialogue avec les fournisseurs où ils intervenaient en tant que tierces parties et les acheteurs étaient seulement des auditeurs. Il a été possible d'entendre des choses que les systèmes d'achat ne connaissaient pas, en raison d'une grande ignorance et du manque de communauté. En Amérique latine, il n'y a pas de spécialistes des achats dans un domaine particulier et cela crée une méfiance à l'égard du SPFP.*
- Sara Granados à propos de leur travail avec le gouvernement d'Antioquia, en Colombie. Quatre éléments à souligner :
 1. Facilitation de la logistique et de la formation des responsables
 2. Renforcement des circuits alimentaires traditionnels, des foires gratuites ou des marchés itinérants par la formation à la sécurité alimentaire ou à la détermination des prix. La stabilité des systèmes, et l'utilisation du marché en tant que marché.
 3. Renforcement des tables de dialogue entre les différents acteurs et des espaces d'articulation entre consommateurs et producteurs.
 4. Le développement de certifications pour l'agriculture familiale afin de prouver leur bon travail.

Questions et remarques du chat :

- Un élément important de la loi brésilienne est la priorité accordée aux achats de produits locaux, à la biodiversité sociale et aux groupes vulnérables (établissements humains, quilombolas et populations autochtones). Les priorités sont des composantes de la durabilité. Nous avons la preuve que le programme d'achat de denrées alimentaires (PAA, maintenant appelé PAB) a fait un grand pas vers l'adoption de ces priorités. Les études sur cette question dans le domaine de l'alimentation scolaire sont encore balbutiantes, mais on sait que le

respect de ces priorités a progressé avec le temps (un article sur le sujet sera publié prochainement).

- De plus, au Brésil, le programme national d'alimentation scolaire (loi fédérale) établit que l'autorité gouvernementale locale (maires) doit utiliser au moins 30% des fonds fournis par l'agence fédérale pour acheter des repas scolaires par l'intermédiaire de petits agriculteurs. Malgré cette garantie légale, de nombreuses villes, même dans l'État de Bahia où je vis - où il y a beaucoup de pauvreté - n'atteignent toujours pas cet objectif légal, ce qui montre que les gouvernements locaux ne respectent pas l'obligation légale d'achat par les petits agriculteurs. Malgré le fait que l'agriculture familiale est le principal fournisseur d'aliments pour les êtres humains, il y a toujours un manque d'actions concrètes de la part des politiques publiques pour encourager ces catégories, qui, comme le souligne Marisa, est encore vu du point de vue de l'existentialisme, avec de petites subventions par rapport aux incitations pour les monocultures.
- Très intéressant les différents aspects abordés par les spécialistes. Je suis d'accord et nous avons vécu tous les défis énumérés. D'après notre expérience dans la province de Santa Fe (Argentine), nous pouvons ajouter le niveau de décentralisation des marchés publics. Tant au niveau local que provincial, il y a peu de coordination pour les achats centralisés. Il existe une multiplicité d'acteurs étatiques qui effectuent des achats. L'État fait valoir la nécessité d'organiser les producteurs (associations et coopératives), mais ce n'est pas le cas des actions de l'État lui-même en ce qui concerne la demande.
- Le raccourcissement des délais de paiement pour les producteurs est essentiel car les petits exploitants familiaux ont besoin de \$\$\$ immédiats pour renouveler leurs cycles de production.

Jour 2 du Forum - 26 octobre 2022

Session régionale : Afrique

Modérateur : Gilles Martin, FAO

Intervenants : Monica Oyanga, Ministère de la santé publique et de l'assainissement Comté de Kisumu, Kenya

Annick Sezibera, Secrétaire exécutif de la Confédération des associations de producteurs agricoles pour le développement (CAPAD), Burundi

Bereket Akele, Consultant international en politiques et programmes (chef de l'unité alimentation scolaire), Programme alimentaire mondial (PAM), Sierra Leone

L'objectif de cette session était de créer un espace interactif, où les intervenants et le public pourraient partager leurs expériences en matière de marchés publics alimentaires et dialoguer et échanger entre eux. À cette fin, le format choisi pour la session ressemblait à un talk-show. Plutôt que de proposer un événement de type conférence, où les intervenants font une présentation suivie de questions-réponses, l'intention était de créer un espace ouvert, où les participants se sentiraient invités à partager leurs histoires. Pour avoir une idée de l'opinion du public et des intervenants sur les questions liées à l'approvisionnement alimentaire public durable, un sondage en direct a été lancé, à partir duquel une discussion s'est engagée.

Questions à l'audience et aux intervenants

Une série de quatre questions de sondage a été posée. La dernière question était une question ouverte posée directement aux intervenants et au public. Au total, 16 participants ont répondu au sondage pour les questions 1 à 3, tandis que 12 participants ont répondu à la question 4. Le vote était anonyme et les réponses ont été affichées au public après le vote.

Le groupe de participants était composé de quatre représentants du secteur universitaire, d'un représentant d'un gouvernement national, de six représentants d'une organisation de la société civile et de cinq personnes qui ont indiqué ne pas appartenir à l'une des catégories énumérées. En termes d'expérience professionnelle dans le domaine des marchés publics alimentaires durables, la majorité (5 sur 16) a indiqué avoir 6 à 10 ans d'expérience. Il y a eu un grand mélange avec trois personnes n'ayant aucune expérience, quatre ayant moins d'un an, deux entre un et deux ans, une entre trois et cinq ans et une ayant plus de 10 ans d'expérience.

1. Selon vous, quels sont les principaux avantages d'un approvisionnement alimentaire durable ?
 - a. Soutenir les producteurs vulnérables (c'est-à-dire les femmes, les PME) et stimuler le développement économique des communautés.
 - b. Augmenter la qualité des aliments servis dans les lieux publics.
 - c. Promouvoir la durabilité environnementale.
 - d. Autres
- **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants n'étaient autorisés à donner qu'une seule réponse. Une majorité de 63% des participants considèrent que le soutien aux producteurs vulnérables est le principal avantage de l'approvisionnement alimentaire durable. Seuls trois participants (18%) pensent que la promotion de la durabilité environnementale est le principal avantage et deux participants pensent que l'augmentation de la qualité des aliments servis dans les lieux publics est le principal avantage de l'approvisionnement alimentaire public. Enfin, un participant a indiqué qu'il existait un autre avantage principal.

2. Êtes-vous d'accord avec ce qui suit : "Les aliments devraient être achetés autant que possible auprès de petits exploitants agricoles locaux ?"
- Oui, il est important de soutenir les petits exploitants agricoles locaux.
 - Oui, mais en réalité, il est trop difficile de s'approvisionner auprès des petits exploitants locaux.
 - Oui, mais seulement lorsqu'ils sont organisés en coopératives ou associations d'agriculteurs.
 - Non, le fournisseur qui peut fournir le meilleur produit au meilleur prix doit fournir les aliments.
 - Pas sûr(e).
- **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants n'étaient autorisés à donner qu'une seule réponse. Avec 9 votes sur 16, la première réponse a reçu la majorité des voix. Cela indique que la majorité (56%) trouve qu'il est important de soutenir les petits exploitants agricoles locaux. Cependant, 31% des répondants pensent qu'en réalité, il est trop difficile de s'approvisionner auprès des petits exploitants locaux et les 13% restants pensent que les aliments ne devraient être achetés auprès de ces exploitants que s'ils sont organisés en coopératives ou en associations. Aucun, si les participants ont indiqué que les aliments ne devraient pas être achetés auprès des petits exploitants agricoles locaux.
3. Êtes-vous d'accord avec la déclaration suivante : "La majorité des aliments achetés devraient être biologiques ou issus d'approches agroécologiques" ?
- Oui, les aliments biologiques sont meilleurs pour l'environnement
 - Oui, mais les aliments biologiques sont plus chers et il n'y a pas assez de budget pour les acheter.
 - Non, d'autres facteurs sont plus importants, comme le prix et/ou l'offre d'aliments locaux.
 - Non, il n'y a pas assez de fournisseurs qui produisent des aliments biologiques.
 - Pas sûr(e).

Résultats : Notez que pour cette question, les participants n'étaient autorisés à donner qu'une seule réponse. La moitié des répondants ont voté pour la première réponse, convenant que les aliments biologiques ou issus d'approches agroécologiques devraient être achetés, car ils sont meilleurs pour l'environnement. Un autre groupe de participants (5 sur 16) est d'accord avec l'affirmation, mais pense que les aliments biologiques sont plus chers que les aliments non biologiques pour lesquels il n'y a pas de budget. Enfin, 18% des participants affirment que d'autres facteurs comme le prix et/ou l'offre d'aliments locaux sont plus importants et que, par conséquent, la majorité des aliments ne devrait pas être approvisionnée en aliments biologiques ou produits de manière agroécologique.

4. Selon vous, quels sont les principaux défis à relever pour s'approvisionner en nourriture de manière durable ?
- Un manque de budget.
 - Le manque d'infrastructures (c'est-à-dire de cuisines pour préparer les aliments)
 - Absence de logistique adéquate (par exemple, les aliments frais se gâtent).
 - Disponibilité des produits et/ou capacité des fournisseurs à répondre aux exigences.
 - Manque de volonté politique.
 - Complexité et manque de clarté des règles relatives aux marchés publics.
 - Le personnel chargé des approvisionnements n'est pas motivé ou bien préparé.
 - Le personnel de cuisine n'est pas formé de manière adéquate.
 - Le développement durable est trop complexe
 - Autres

- **Résultats** : Notez que pour cette question, les participants étaient autorisés à donner plus d'une réponse et que 12 participants au total ont voté. En ce qui concerne la question sur les principaux défis de l'approvisionnement alimentaire durable, la plupart des participants (9 sur 12 ; 75%) ont voté pour la disponibilité des produits et/ou la capacité des fournisseurs à répondre aux exigences et la complexité et le manque de clarté des règles de marchés publics. L'absence d'une logistique adéquate a été considérée comme un défi majeur dans une proportion presque égale (50%). Ensuite, le manque de budget, le manque d'infrastructures et le manque de volonté politique sont considérés comme les principaux défis. Les réponses qui ont reçu le moins de votes sont le personnel insuffisamment formé (4 sur 12), le manque de motivation et l'impréparation du personnel chargé des achats (3 sur 12) et la complexité de la durabilité (2 sur 12). Enfin, un participant a indiqué qu'il y avait d'autres défis non inclus dans les réponses.
5. À votre avis, que pourrait-on faire pour surmonter certains des défis susmentionnés et soutenir la mise en œuvre d'initiatives publiques durables en matière d'alimentation ? Pourriez-vous donner quelques exemples concrets tirés de votre expérience ?
- Cette réponse a été le point de départ d'une discussion ouverte entre le public et les intervenants et leur a été posée directement, plutôt que par le biais du sondage.

Contributions des intervenants

Bereket Akele

Points principaux :

- Le SFPF présente de multiples avantages pour les producteurs, les consommateurs et le développement du territoire
- Les aliments fournis par la communauté locale sont généralement des aliments frais, ce qui améliore les repas scolaires.
- Par expérience : les agriculteurs ont indiqué qu'ils peuvent produire davantage lorsqu'ils savent qu'il existe un marché pour leurs produits.
- L'achat de denrées alimentaires auprès de producteurs locaux présente également des difficultés, par exemple pour garantir la qualité et la quantité. Dans le cas de la Sierra Leone, il existe un déficit alimentaire, ce qui exacerbe ce problème. La qualité minimale requise (selon les normes internationales) peut ne pas être respectée.
- En Éthiopie, il existe des directives sur l'approvisionnement auprès des petits exploitants agricoles, qui sont soutenues par le gouvernement national.
- En Éthiopie, 30 % du paiement des fournisseurs est effectué à l'avance et le flux d'argent est très transparent. Le paiement est effectué à une coopérative d'agriculteurs (une organisation basée sur les agriculteurs et non privée) qui négocie un bon prix de marché sans qu'un courtier supplémentaire ne vienne s'interposer.
- On considère que les aliments nutritionnels présentent des avantages mutuels pour tous les acteurs impliqués dans le processus d'approvisionnement alimentaire.
- Un projet réussi en Éthiopie a permis de fournir aux femmes des semences et des moyens logistiques pour qu'elles puissent fournir quotidiennement les aliments nécessaires à l'approvisionnement à un niveau décentralisé.
- Les aliments non locaux et importés sont achetés pour compléter la production locale et éviter les pénuries alimentaires. Les aliments locaux étaient autrefois moins chers qu'aujourd'hui.
- Les achats à grande échelle, comme les appels d'offres ouverts, peuvent être difficiles pour les petits producteurs. Lier les écoles aux petits producteurs peut être une stratégie pour intégrer

les produits locaux dans les marchés publics. Le renforcement des capacités et la transparence des appels d'offres peuvent également contribuer à l'engagement des producteurs locaux.

- Les producteurs locaux de denrées alimentaires sont un pilier du développement de marchés durables et les gouvernements devraient acheter leurs produits même si les prix de départ sont plus élevés, car les prix peuvent être abaissés et la qualité peut être améliorée tout au long du partenariat.

Monica Oyanga

Principaux points :

- Les petits producteurs ont du mal à se conformer aux exigences des marchés publics, notamment en ce qui concerne les procédures de formalisation (par exemple, l'enregistrement en tant qu'entreprise régulière) et l'obtention de certificats.
- Les difficultés liées aux délais de paiement entraînent une moindre participation des producteurs locaux aux appels d'offres.
- Avantages de l'approvisionnement par les producteurs locaux : offre d'aliments frais, aliments abordables pour les consommateurs, amélioration de l'état nutritionnel des enfants et soutien aux entreprises dirigées par des femmes, qui peuvent se développer.
- Le manque de connaissances sur la façon d'être un fournisseur gouvernemental, y compris l'utilisation du système électronique de passation de marchés, qui peut être un obstacle à l'inclusion des producteurs locaux dans les appels d'offres.
- Les coûts de production constituent un défi pour le développement de la production locale de certains types d'aliments, même si les prix de vente sont convenables (par exemple, la production de tomates dans la ville de Kisumu).

Annick Sezibera

Points principaux :

- Annick a fait dix ans de travail intense sur l'approvisionnement dans les écoles et a travaillé avec le gouvernement du Burundi et le Programme alimentaire mondial (PAM) sur l'accès des groupes vulnérables de la société (c'est-à-dire les femmes, les jeunes agriculteurs) au marché public de l'alimentation. Les facteurs de soutien où la planification des cultures saisonnières et la fixation des prix. Cela a contribué à créer la confiance des producteurs dans le système d'approvisionnement alimentaire public.
- L'accès des producteurs locaux doit être amélioré. Par exemple, les fournisseurs potentiels doivent être inclus dans la base de données des marchés publics, ce qui peut être un défi.
- La législation relative au SPFP est en cours d'amélioration avec les contributions de la communauté locale, avec une proposition visant à pousser le gouvernement à mettre en place un programme spécifique pour le développement des cantines locales, y compris le financement, l'engagement des producteurs locaux, la participation de la communauté locale dans la supervision de la qualité des aliments, et le développement de sources d'énergie alternatives pour réduire les coûts de production alimentaire.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Les principaux défis liés à l'achat de denrées alimentaires sont le manque de logistique adéquate, la capacité des fournisseurs potentiels à répondre aux exigences et le cadre juridique des marchés publics.
- La transparence et le renforcement des capacités des fournisseurs potentiels sont importants pour le SPFP.
- Le SPFP peut garantir la qualité de l'alimentation et le développement économique sur le territoire, ainsi que renforcer la confiance dans les producteurs locaux.

Questions et remarques du chat :

- Le principal défi en Afrique est la sensibilisation de la population et l'accessibilité financière durable. Nous avons créé SAFA-CORD (Agriculture durable pour l'Afrique - Communauté sur la diversité régionale), pour faire en sorte que les Africains connaissent l'importance du PFP et de son caractère abordable.

Session 3 : Les marchés publics alimentaires – points d'entrée pour la transformation des systèmes alimentaires

Modératrice : Mía Reiss, Bureau régional pour l'Amérique latine et les Caraïbes de la FAO

Intervenants : Florence Tartanac, Cadre supérieur à la Division de l'alimentation et de la nutrition (ESN) de l'Organisation des Nations unies pour l'alimentation et l'agriculture - FAO

Leticia Baird, Procureur général et responsable du programme d'écoles durables au ministère public de l'État de Bahia, Brésil

Fatou Ndoye, Chef de la division de la planification et du développement intégré au Conseil départemental de Rufisque, Sénégal

L'objectif de cette session était de fournir une vue d'ensemble des points d'entrée pour la transformation du système alimentaire fournis par les marchés publics alimentaires (durables). La première présentation a couvert une vue holistique de ces points d'entrée et a partagé certains impacts des initiatives de Home-Grown School Feeding (HGSF) en Éthiopie et au Kenya, suivis par des idées sur les instruments, les facilitateurs et les obstacles à une mise en œuvre réussie du SPFP. La deuxième présentation a abordé spécifiquement un programme d'alimentation scolaire mis en œuvre au Brésil, tandis que la dernière présentation a exploré comment l'alimentation scolaire est utilisée comme un outil pour promouvoir des changements dans les systèmes alimentaires locaux, en fournissant des repas équilibrés et sains qui profitent aux producteurs locaux (tels que les agriculteurs, les maraîchers, les pêcheurs, etc.), mais aussi aux écoliers et à la communauté de Rufisque, au Sénégal.

Présentation par Florence Tartanac

Principaux points à retenir :

- Le PFP peut influencer les modes de consommation et de production alimentaires et procurer de multiples avantages économiques, sociaux et/ou environnementaux à une multitude de bénéficiaires.

- o En fonction du choix des aliments à acheter, le PFP augmente la variété et la quantité d'aliments nutritifs servis dans les écoles, incite les petits exploitants à produire des cultures locales, nutritives et diversifiées et a un effet direct sur la consommation alimentaire, la diversité des régimes et l'état nutritionnel des enfants, des agriculteurs et de la communauté.
- o En fonction des choix de qui également (petits exploitants agricoles locaux), Le SPFP peut inciter les petits exploitants à produire des cultures plus locales, plus nutritives et plus diversifiées. Cette diversification de la production peut conduire à une augmentation de :
 - La consommation par les agriculteurs d'aliments plus diversifiés et plus nutritifs.
 - La disponibilité de produits plus diversifiés et variés sur les marchés locaux.

De cette manière, le PFP a le potentiel d'avoir un impact direct sur la consommation alimentaire, la diversité diététique et le statut nutritionnel des enfants, des agriculteurs et de la communauté.

- o De même, selon le choix de la personne auprès de laquelle les aliments doivent être achetés (par exemple, auprès des petits exploitants agricoles locaux et d'autres groupes de producteurs vulnérables, tels que les femmes et les jeunes), le PFP peut devenir un instrument permettant de :
 - Soutenir la production agricole locale et celle des petits exploitants et stimuler le développement économique des communautés.
 - Encourager, faciliter et réduire le risque des investissements pour les agriculteurs afin d'augmenter et de diversifier leur production agricole, ce qui peut contribuer à augmenter leurs revenus et leur accès aux marchés formels.

Le PFP peut également générer des bénéfices pour une série d'acteurs le long de la chaîne de valeur et constituer une opportunité de marché importante pour les petits transformateurs et les micros, petites et moyennes entreprises alimentaires. Lorsqu'il cible des types spécifiques de fournisseurs, il peut également contribuer à l'autonomisation des jeunes et à l'égalité des sexes.

- o En ciblant les denrées alimentaires produites d'une manière spécifique, le PFP peut soutenir des formes de production agricole qui garantissent la durabilité environnementale et la biodiversité. Il a le potentiel de promouvoir la transition vers l'agroécologie ou l'agriculture biologique et des pratiques respectueuses de la biodiversité, ainsi que des avantages environnementaux en termes de réduction des emballages, de gaspillage alimentaire et de diminution du kilométrage alimentaire.
- Les gouvernements ont le pouvoir de définir une tendance positive. Grâce au PFP, ils peuvent:
 - o Envoyer un signal sur leurs ambitions concernant l'orientation future des systèmes alimentaires
 - o Inciter les acteurs de la chaîne d'approvisionnement à aligner leurs valeurs en conséquence.
 - o Accélérer la transition vers une consommation et une production alimentaires durables.
- Impacts évalués :
 - o La modélisation économique appliquée à l'Éthiopie montre que chaque dollar investi dans le programme Home Grown School Feeding (HGSF) avec approvisionnement local apporte un rendement économique de 7,2 dollars, y compris la valeur pour les agriculteurs (3,1 dollars pour les programmes d'alimentation scolaire ordinaires).

- L'évaluation de l'impact économique local (LEWIE) des programmes HGFS au Kenya a permis d'établir que :
 - Une augmentation de 10% des achats directs auprès des agriculteurs locaux équivaut à une augmentation de 7% du revenu réel total (TRI) au niveau local
 - Une augmentation de 10% du panier alimentaire = 38% d'augmentation du TRI
 - Une augmentation de 10% du financement de la nutrition alimentaire durable + des interventions visant à augmenter la productivité agricole de 10% = 917% d'augmentation de l'IRT.
- Ces exemples démontrent l'effet multiplicateur de l'achat stratégique de nourriture dans les écoles et l'importance/la nécessité d'une coordination intersectorielle, en particulier avec le secteur agricole.
- Leçons apprises :
 - La modélisation économique appliquée à l'Éthiopie montre que chaque dollar investi dans le programme Home Grown School Feeding (HGFS) avec approvisionnement local génère un rendement économique de 7,2 dollars, y compris la valeur pour les agriculteurs (3,1 dollars pour les programmes d'alimentation scolaire ordinaires).
 - L'évaluation de l'impact économique local (LEWIE) des programmes HGFS au Kenya a évalué que :
 - Une augmentation de 10% des achats directs auprès des agriculteurs locaux équivaut à une augmentation de 7% du revenu réel total (TRI) au niveau local.
 - Augmenter de 10 % du panier alimentaire = 38 % d'augmentation du revenu réel total.
 - Augmenter de 10 % du financement de l'alimentation durable + mise en œuvre d'interventions visant à accroître la productivité agricole de 10 % = 917 % d'augmentation du TRI.
 - Les projets démontrent l'effet multiplicateur de l'achat stratégique d'aliments dans les écoles et l'importance/la nécessité d'une coordination intersectorielle, notamment avec le secteur agricole.
- Les leçons apprises :
 - Malgré son grand potentiel, la mise en œuvre de l'approvisionnement alimentaire public durable n'est pas une tâche simple ou directe. Le PFP requiert une série de conditions qui doivent être coordonnées et assorties les unes aux autres. Ces conditions sont liées aux politiques et aux institutions, ainsi qu'à des facteurs supplémentaires du côté de l'offre et de la demande.
 - Du côté de l'offre : il faut s'attaquer aux contraintes des petits exploitants pour produire des volumes suffisants en respectant les exigences de qualité et de sécurité, s'adapter à la nouvelle demande (par exemple, nouveaux produits, nouvelles pratiques de production), se regrouper et s'engager sur les marchés collectifs et accéder aux financements. Le travail de la FAO :
 - Les évaluations d'impact menées par la FAO en Zambie et en Éthiopie montrent que les initiatives PFP et HGFS pourraient être préjudiciables aux petits exploitants sans soutien aux agriculteurs.
 - Le travail de la FAO :
 - Soutien technique
 - Sur la production, les compétences post-récolte, le stockage, la transformation, l'organisation et la commercialisation,

- Pour la diversification des marchés/le développement de chaînes de valeur sensibles à la nutrition et
 - Pour le développement d'un environnement favorable au contrôle de la sécurité alimentaire et de la capacité à renforcer la conformité (des parties prenantes) tout au long de la chaîne de valeur.
- Côté demande : Il est nécessaire de s'attaquer aux obstacles, à savoir des fonds insuffisants, des procédures et des pratiques d'approvisionnement non adaptées et excluantes, des capacités institutionnelles locales insuffisantes (par exemple, les entités chargées des achats).
- Le travail de la FAO :
 - Conseils pour la conception et la mise en œuvre de mécanismes de passation de marchés favorables aux petits exploitants agricoles
 - Évaluation des besoins en matière de capacités
 - Développement des capacités et échanges de connaissances aux niveaux national et local
- Cadres politiques, institutionnels et juridiques : Il est nécessaire de promouvoir les approches multisectorielles et la collaboration interministérielle, pour soutenir les politiques nationales et aligner les cadres politiques et juridiques.
- Le travail de la FAO :
 - Plaidoyer et orientation sur le développement/révision des politiques et cadres juridiques liés aux marchés publics alimentaires.
 - Soutien à la coordination intersectorielle et aux instruments de gouvernance
 - Évaluation de l'impact
 - Renforcement des capacités
- Messages clés :
 - Les marchés publics alimentaires sont un instrument important pour atteindre de multiples objectifs de développement et déclencher la transformation des systèmes alimentaires locaux.
 - La mise en œuvre nécessite une approche holistique et des interventions au niveau de l'offre, de la demande, des politiques, des institutions et de la législation.
 - La coordination intersectorielle et les synergies entre l'agriculture, la nutrition, la santé, l'éducation et les marchés publics sont cruciales pour la mise en œuvre.
 - La FAO, en collaboration avec ses partenaires, s'est engagée à aider les pays à créer ces synergies et à concevoir et mettre en œuvre des initiatives de PFP efficaces et durables.

Présentation par Leticia Baird

Principaux points à retenir :

- Principaux éléments de l'initiative brésilienne d'alimentation scolaire "Escola sustentavel" :
 - Sécurité alimentaire
 - Santé publique, malnutrition et obésité infantile
 - Repas scolaires sains
 - Éducation nutritionnelle
 - Éducation environnementale
 - Marchés publics - éradication de la pauvreté
 - Développement durable
- Défis locaux (résultats du sondage de 2017) :

- o Troubles de la santé au sein de la population scolaire
- o Nécessité d'améliorer les menus scolaires
- o Conditions inférieures aux normes pour les petits exploitants agricoles
- o Non-respect par les autorités locales des obligations légales d'achat pour les petits agriculteurs
- o Non-respect des exigences de durabilité dans les marchés publics d'alimentation scolaire
- o Financement insuffisant fourni par le gouvernement fédéral aux municipalités pour les repas scolaires (0,07-0,39USD par élève et par jour*)
- o Structure publique inadéquate (mauvaises conditions de la cuisine scolaire)
- o Pénurie d'eau
- Projet pilote à Bahia, Brazil (2018-2020) :
 - o 32,000 étudiants
 - o 400 cuisiniers d'école
 - o 150 unités scolaires
 - o 200 petites exploitations agricoles
 - o Des menus durables deux fois par semaine
- Plan d'action systémique :
 - o Auditions publiques et réunions techniques avec diverses parties prenantes.
 - o Actions de promotion, par exemple, activités éducatives, dégustation de menus durables, formation de cuisiniers scolaires, formation aux pratiques commerciales pour les petits exploitants agricoles.
 - o Évaluation des résultats : qualité des repas scolaires, état de santé des élèves, aspects sociaux, durabilité environnementale.
- Résultats :
 - o Amélioration des paramètres nutritionnels, réduction de la prévalence de la maigreur et de l'anémie et réduction significative des marqueurs de risque cardiovasculaire.
 - o Sensibilisation accrue grâce à des programmes d'éducation nutritionnelle et environnementale, des formations pour les cuisiniers et les enseignants, des foires scolaires avec la communauté scolaire et les producteurs, des livrets éducatifs et des audiences sociales avec des dégustations de menus scolaires durables.
 - o Réduction de 17 % des émissions de gaz à effet de serre dans l'enseignement secondaire et de 15 % dans les écoles maternelles en 2019.
 - o Augmentation des marchés publics pour les aliments d'origine locale, valeur ajoutée aux produits locaux, renforcement des femmes rurales (chefs de famille), formation des petits exploitants agricoles aux marchés publics, aux pratiques commerciales, aux bonnes pratiques de fabrication et aux techniques culinaires, éducation aux pratiques agroécologiques et articulation intersectorielle.

Présentation par Fatou Ndoye

Principaux points à retenir :

- En raison de sa position géographique, la pêche, l'agriculture et le secteur de la transformation artisanale représentent les principales sources de revenus de la population de Rufisque
- De janvier 2016 à aujourd'hui, le CDR et ses partenaires techniques GRDR et Cicodev mettent en œuvre un programme de résilience basé sur l'approche Système Alimentaire Territorial dans le but de (1) mettre en place une instance de concertation et de coordination (instance

de gouvernance), (2) promouvoir les produits locaux à haute valeur nutritionnelle, (3) réaliser un diagnostic du système alimentaire de Rufisque et (4) élaborer un plan alimentaire territorial.

- Problèmes principaux :
 1. Une urbanisation rapide combinée à une forte pression démographique et une dispersion des terres agricoles.
 2. Un manque d'accès à une alimentation de qualité pour la population, résultant de l'absence de cantines scolaires, d'une combinaison de produits locaux et importés et de changements dans les habitudes alimentaires.
 3. Un secteur agroalimentaire à adapter et à développer à travers la transformation agroalimentaire artisanale qui mobilise de nombreuses femmes et la transformation agro-industrielle en cours de développement.
- Le plan alimentaire territorial (TAP), validé par un large éventail de parties prenantes en novembre 2018 est construit autour de quatre axes :
 1. Sécuriser les exploitations familiales et promouvoir une agriculture durable
 2. Soutenir la structuration du secteur de la transformation agroalimentaire
 3. Assurer l'accès de la population à une alimentation de qualité
 4. Renforcer l'instance de gouvernance alimentaire
- Un soutien est offert au secteur agroalimentaire par le biais de :
 - o Formation des PO en agroécologie
 - o Formation des femmes transformatrices
 - o Plaidoyer pour la préservation des terres agricoles (Lendeng 56h, directive présidentielle et arrêté préfectoral)
 - o Une campagne de sensibilisation des consommateurs à la consommation locale
 - o La mise en place d'une stratégie de mobilisation des ressources (CSR, Mécène, parents d'élèves, collectivités locales, etc.)
 - o La mise en place d'un nouveau système de cantine scolaire favorisant un circuit court de produits locaux.
 - o La formation des élus sur le SAT/PAT pour un soutien politique
- Adapter le système pour favoriser les achats institutionnels en mettant en place un comité de gestion et de suivi des cantines composé de divers acteurs (par exemple, un représentant des autorités locales, de l'association des parents d'élèves et de l'inspection scolaire), autonome et transparent. Pour ce faire, il faut assurer la coordination et la gestion des cantines, y compris un système comptable, la signature de contrats d'achat avec les PO/IEG et l'assouplissement des procédures.
- Deux actions fondamentales concernant les deux cuisines centrales sont (1) de permettre aux PO d'avoir un point de contact unique et (2) de trouver une solution à la question du financement/de la pérennité.
- Le coût d'un repas est estimé à 300 FCFA, répartis comme suit :
 - o 1/3 par le biais des parents.
 - o 2/3 par biais des autorités locales et des sponsors (CSR, état, sponsors, etc.)

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Q: @Leticia; Le projet a fait l'objet d'une importante couverture médiatique au Brésil et a suscité des réactions négatives de la part de certaines parties prenantes (notamment le ministre de l'éducation), qui ont cherché à réévaluer le projet et à bloquer certaines initiatives.

Comment devons-nous réagir à cela ?

R: En pratique, il n'est pas facile d'essayer de construire quelque chose qui s'aligne sur les groupes socialement vulnérables, de faire respecter les droits de l'homme, de remplacer les produits alimentaires transformés et d'inclure les petits exploitants agricoles locaux. La durabilité est un paramètre de la loi brésilienne, mais elle n'est pas très claire. Nous essayons d'apporter une perspective scientifique aux projets nationaux d'alimentation scolaire et de les aligner sur les ODD. Dans le contexte local du Brésil, l'État de Bahia, les citoyens et les maires sont très satisfaits de l'initiative et des résultats. Si nous parlons d'idées qui apportent une transformation, ce n'est pas facile en termes pratiques, nous devons être résilients, créer un dialogue et expliquer que l'outil de la politique publique d'alimentation scolaire peut gérer de nombreux problèmes (notamment ceux liés à l'éradication de la pauvreté et à la sécurité alimentaire).

- Q: @Florence; Le gouvernement offre de faibles mesures incitatives aux groupes vulnérables (comme les petits exploitants agricoles par exemple), mais en contrepartie de fortes incitations aux monocultures. Il existe malheureusement un grand écart entre loi et réalité. Bien que la durabilité soit inscrite dans la loi, il n'existe pas de paramètres clairs acceptés par les fonctionnaires pour l'achat des produits alimentaires durables. Serait-il possible de mettre en place un accord mondial sur les marchés publics d'alimentation durable (avec des objectifs sociaux et environnementaux clairs), comme nous l'avons fait pour la crise climatique avec l'accord de Paris ?

R: Ce n'est pas une question facile, car chaque pays a ses propres réglementations et ses propres méthodes de travail. Ce que nous faisons et ce que nous pouvons faire, c'est fournir des recommandations, afin que les gens puissent appliquer l'approvisionnement à leur manière. Par exemple, la coalition sur les repas scolaires est une nouvelle initiative avec des pays, mais aussi des consortiums de recherche travaillant sur les indicateurs, le suivi et les évaluations. Il faut du temps pour organiser ce dialogue, mais notre espoir est de pouvoir proposer une orientation globale sur les moyens et les méthodologies permettant aux pays de suivre les programmes, de fixer des objectifs, etc.

Commentaire par Fatou : En ce qui concerne la régie des marchés publics au Sénégal, ils font de leur mieux pour bénéficier les petits producteurs. On connaît les lois, mais il faut les contextualiser. Il faut faire de mieux pour avoir un lien entre tous les acteurs, il faut faire en sorte que les acteurs se coordonnent dans un cadre d'interaction très animé.

- Q: @Fatou ; Au Sénégal, on a un plan national pour les achats publics au niveau local. Cependant on fait preuve de restrictions budgétaires, comme le plan n'est pas vraiment financé par le gouvernement national. Comment, localement, on peut financer ? Parce qu'on a besoin de financements locaux, donc au niveau de la municipalité, pour soutenir le programme des cantines scolaires

R: on a créé un mécanisme de fonctionnement avec une contribution des parents, des coopératives, et de grandes entreprises du département

- Ainsi on a eu à 80% des fonds propres pendant la première année
 - Si on essaie de suivre les procédures administratives, les lois n'ont pas permis d'interagir directement avec les producteurs locaux. Notre comité de gestion a permis de travailler autonome.
- Q: @Fatou ; comment vous voyez le financement au niveau local, est-ce que le programme pourrait permettre de changer la situation au Sénégal pour que le gouvernement prenne la décision de changer ? (Au lieu d'avoir besoin de financement privée)

R : l'État intervient, cette année-là, avec un modeste budget, mais c'est à partir de ce mécanisme qu'on s'en sort petit à petit.

Questions et remarques du chat :

- **Q:** @Florence, avez-vous les mêmes calculs d'impact économique pour d'autres pays (autres que le Kenya et le Sénégal) ?

R: Comme mentionné, nous avons développé une méthodologie pour mesurer les impacts de l'EGSF sur la sécurité alimentaire des petits agriculteurs. Malheureusement, nous n'avons pas pu mettre en œuvre cette méthodologie dans son intégralité, en raison de la pandémie de COVID et de la fermeture des écoles. Tout d'abord, nous aurions besoin que ces programmes soient rétablis pendant au moins un an pour pouvoir disposer de données significatives.

Ressources :

- FAO publications : <https://www.fao.org/nutrition/markets/sustainable-public-food-procurement/en/#c858497>
- Lien vers la méthodologie de mesure des impacts de l'HGSF sur la sécurité alimentaire des petits agriculteurs : <https://www.fao.org/publications/card/en/c/CB8970EN/>
- Document sur le programme des écoles durables au Brésil : <https://www.mdpi.com/2072-6643/14/7/1519>
- GRDR Le Plan Alimentaire Territorial de Rufisque, levier économique et dialogue entre les acteurs : <https://youtu.be/J5zmO3twxZk>
- Le podcast d'ICLEI "le pouvoir de l'assiette" avec l'exemple du comté de Bahia au Brésil : <https://youtu.be/vJ5gntELLf8>

Échange de ville à ville – Kisumu, Kenya & Copenhague, Danemark

Modératrice : Evelien Fiselier, IDOS

Intervenants : Erick Ogadho, Agent de liaison du comté pour l'action intégrée pour les systèmes alimentaires innovants au comté de Kisumu

Betina Bergmann Madsen, Chef des approvisionnements, Municipalité de Copenhague, Ministère de l'alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Danemark

Au début de cette année, la FAO et IDOS ont uni leurs forces et ont commencé à collaborer à ce projet sur les marchés publics alimentaires durables. L'une des principales composantes de ce projet était l'organisation d'échanges entre trois villes d'Europe et trois villes d'Amérique latine et du continent africain. L'idée derrière ces échanges était de jumeler les villes et d'avoir deux échanges en ligne, où elles pouvaient présenter leurs pratiques en matière de marchés publics alimentaires durables et, en relation avec cela, leurs initiatives en matière d'alimentation scolaire, puis échanger sur les similitudes, mais surtout sur les défis auxquels elles pouvaient être confrontées lors de la mise en œuvre de ces pratiques et initiatives. L'objectif était de favoriser l'échange et l'apprentissage mutuels entre les villes dans la complexité des questions d'approvisionnement pour améliorer la durabilité. Pour cette session, l'accent a été mis sur la ville de Kisumu et la ville de Copenhague, qui ont déjà eu leurs échanges en ligne il y a un mois.

Présentation par Kisumu

- Le comté de Kisumu a un projet qui intègre les jardins coniques dans les programmes d'alimentation scolaire dans les écoles primaires. La FAO est un partenaire de la municipalité

et soutient le programme. Les enfants paient une cotisation journalière, à laquelle l'administration de l'école achète les repas.

- Le système éducatif actuel est basé sur un programme d'études axé sur les compétences, ce qui signifie que les enfants apprennent à faire les choses plutôt qu'à les connaître. Il est basé sur l'apprenant, orienté vers les compétences et les enseignants agissent comme des guides et des accélérateurs d'apprentissage.
- L'approche du club 4K a été utilisée pour former les élèves à la création de jardins coniques. L'acronyme 4K signifie "Kuungana, Kufanya, Kusaidia Kenya" en kiswahili, ce qui signifie se rassembler, agir, aider le Kenya. Il est axé sur l'apprentissage par la pratique, la sensibilisation et un état d'esprit positif à l'égard de l'agriculture et le développement de compétences pour l'entrepreneuriat agricole. Les élèves membres des 4K clubs (259 au total) ont été formés aux meilleures pratiques en matière de production de légumes : identification du site, préparation du sol, plantation, arrosage, application d'engrais, protection des cultures et récolte des cultures.
- Parmi les légumes-feuilles africains indigènes plantés dans les écoles figurent la morelle noire, l'amarante et la plante araignée.
- Le programme permet de réduire les coûts alimentaires des écoles, tout en fournissant des aliments frais et disponibles. D'autres institutions publiques ont également bénéficié de ce programme, notamment des hôpitaux et des églises.
- Le comté de Kisumu fait également partie de l'initiative Green Cities de la FAO, qui se concentre sur l'amélioration de l'environnement urbain, le renforcement des liens entre la ville et la campagne et la résilience des systèmes, services et populations urbains face aux chocs extérieurs. Dans le cadre de l'initiative Green Cities, 1500 plants ont été plantés, y compris des arbres fruitiers et des vergers ont été créés dans quatre écoles. Il s'agit d'une intervention à long terme visant à fournir des fruits dans le régime alimentaire des élèves.

Présentation par Copenhague

Principaux points à retenir :

- Un point clé du SPFP est de traduire les politiques en actions, ce qui exige une collaboration entre les acheteurs, les fournisseurs potentiels, le personnel de cuisine et les autres parties prenantes.
- Le SPFP requiert une approche multidisciplinaire.
- La transition protéique a été soutenue par une évaluation du poids climatique des aliments à acheter.
- La municipalité intègre l'enseignement dans l'approvisionnement alimentaire des écoles afin que les élèves apprennent à connaître les aliments qui sont servis dans leurs assiettes.
- Un appel d'offres principal (grossiste) est la base du modèle d'approvisionnement, mais d'autres appels d'offres plus petits complètent le principal et incluent davantage de questions de durabilité.
- Un exemple d'appel d'offres complémentaire est l'appel d'offres pour les pommes de terre, qui comprend non seulement des exigences de production durable, mais aussi un projet éducatif incluant une visite de l'exploitation, du matériel pédagogique sur la façon de cultiver et de cuisiner les pommes de terre, etc.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Les jardins coniques sont efficaces en termes d'utilisation de la terre et peuvent être reproduits dans les foyers pour enfants, avec un effet d'entraînement positif sur la lutte contre la vulnérabilité alimentaire.
- Différentes structures permettant d'utiliser un espace minimal sont utilisées dans le programme d'alimentation scolaire de Kisumu, comme des pneus de voiture réutilisés.
- L'initiative des jardins coniques de Kisumu suscite une forte demande locale pour la reproduction du modèle (autres écoles).
- Une initiative de micro-jardins au Sénégal est similaire à celle des jardins coniques de Kisumu, y compris la formation des enfants à la technologie, permettant la reproduction à domicile.
- Le rôle du réseau des responsables des achats est important pour le succès des initiatives SPFP, tout comme le partage des connaissances.
- L'incorporation du personnel de cuisine dans le SPFP (collecte d'intrants, formation) est pertinente pour les initiatives d'alimentation scolaire.
- Les processus SPFP ne sont pas standardisés mais certaines parties devraient l'être, comme dans le cas de l'Union européenne.

Session 4 : Surmonter les défis – Réglementation des marchés publics

Modératrice : Luana Swensson, FAO

Intervenants : Gustavo Piga, Professeur au département d'économie et de finance de l'université de Rome Tor Vergata, Italie

Sope Williams-Elegbe, Professeur à la faculté de droit de l'université de Stellenbosch, Afrique du Sud

Baye Samba Diop, Directeur de la réglementation et des affaires juridiques de l'agence de régulation des marchés publics, Sénégal

Geo Quinot, Professeur à la faculté de droit de l'université de Stellenbosch, Afrique du Sud

L'idée de cette session était d'explorer les liens entre les initiatives de marchés publics alimentaires durables et la législation générale sur les marchés publics, en soulignant les développements récents, les défis qu'elle impose traditionnellement et, en particulier, les stratégies (au niveau mondial, régional et local) qui ont été développées pour surmonter ces défis. Si la session a d'abord fourni une perspective plus globale/régionale, elle s'est poursuivie avec un exemple concret de stratégies adoptées et de changements apportés pour surmonter les défis législatifs afin de mettre en œuvre des initiatives durables de PFP au Sénégal. La présentation finale de cette session a couvert le sujet de l'inclusion des femmes dans les initiatives de marchés publics, en soulignant le rôle et les défis imposés par la législation et la façon dont cela a été abordé dans divers pays africains.

Présentation par Gustavo Piga

Principaux points à retenir :

- Il y a un débat sur les objectifs des marchés publics (primaires vs. Secondaires). Les objectifs primaires se sont traditionnellement concentrés sur les dimensions transactionnelles dites "primaires" d'économie et d'efficacité, dans lesquelles les économies de temps et de coûts sont optimisées. Au fil du temps, cependant, des objectifs politiques stratégiques plus larges sont devenus de plus en plus centraux dans le calibrage de l'optimisation des ressources, en fonction du contexte national. Ces impératifs de politique socio-économique peuvent inclure la promotion de la durabilité environnementale, le développement des industries locales, la facilitation du commerce et l'inclusion des groupes défavorisés, entre autres. Pour équilibrer ces diverses considérations, il est nécessaire de commencer par les objectifs stratégiques d'un pays (et les priorités qui y sont liées), puis d'élargir la perspective pour englober le commerce et l'international.
- Le rapport qualité-prix est contextuel et, par conséquent, potentiellement sujet à de grandes divergences entre et parmi les pays, en fonction de la combinaison relative des priorités socio-économiques nationales dans chaque pays. Il s'agit d'un concept pertinent pour les marchés publics durables, mais la multiplicité des parties prenantes sur ce sujet entraîne une conceptualisation difficile de la valeur. Il est donc difficile de fournir des solutions globales ou même des règles empiriques et les équipes juridiques chargées des marchés publics doivent faire face à ce contexte complexe.
- Les implications générales du SPP qui en découlent sont les suivantes :
 1. Il est difficile d'inclure des considérations sociales et environnementales dans une réglementation donnée. La réglementation peut aider (par exemple, la politique en matière de normes) ou entraver une bonne passation de marchés (d'où la nécessité d'un bon législateur). Le SPP nécessite une équipe interdisciplinaire d'acheteurs qui interagit avec différentes parties prenantes (par exemple, le personnel de cuisine) au-delà des fournisseurs et qui s'assure que les objectifs politiques sont intégrés dans le cahier des charges. Cela implique des ressources, une organisation et une coopération. Une évolution qui n'est pas encore apparue dans certains pays.
 2. L'approvisionnement durable est généralement peu standardisé. Cela implique une confrontation avec les acteurs du marché (et les parties prenantes). Cela nécessite une réglementation basée sur la confiance qui le permet, mais cela ne suffit pas. La confiance est générée par la compétence, l'attractivité, l'autonomie, la responsabilité et les récompenses du personnel des marchés publics. Le rôle des règles de notation est essentiel pour récompenser la qualité. Elle nécessite des compétences et une équipe interdisciplinaire.
 3. Les marchés publics durables sont souvent locaux (zéro kilomètre) et destinés à de petits acteurs. Certaines réglementations permettent un soutien direct (par exemple, les marchés réservés, les préférences de prix) pour des acteurs spécifiques afin de permettre leur victoire. Dans d'autres pays, le soutien réglementaire est indirect (par exemple, lots plus petits, marchés publics en ligne, plus de transparence et consortiums temporaires). Les petites entreprises souffrent particulièrement des lourdeurs bureaucratiques et des exigences de participation aux appels d'offres. Le renforcement des capacités avec des réunions conjointes/la coopération entre les acheteurs et les (petites) entreprises est essentiel.
- Implications spécifiques du SPFP :
Impact

Le PFP a la possibilité d'offrir de multiples avantages sociaux, économiques et environnementaux en faveur de systèmes alimentaires durables pour des régimes alimentaires sains." (OMS Europe, 2022) Son impact important rend les problèmes généraux mentionnés encore plus pertinents et nécessaires à une solution.

Pertinence des appels d'offres

"De petits changements inscrits dans les documents d'appel d'offres peuvent être le facteur décisif qui contribue à ce que la chaîne alimentaire commence à évoluer dans une direction plus durable, ce qui peut ensuite créer des changements notables dans la production primaire, même dans des pays éloignés." (OMS Europe, 2022)

Résultats et gaspillage

Les achats de denrées alimentaires sont potentiellement sources de gaspillage. Il est nécessaire d'intégrer la vérifiabilité des résultats (car la qualité dans les règles de notation n'est qu'une promesse) et la prévention du gaspillage (par exemple, la conservation de la valeur et le don de nourriture) dans les spécifications des appels d'offres (et les règles de notation) et dans les clauses contractuelles.

- Pistes de réflexion : le renforcement des compétences, l'organisation autour de la performance et de la récompense, l'autonomie et l'esprit d'équipe sont plus que jamais nécessaires pour les achats de denrées alimentaires et pour obtenir une réglementation encore meilleure.

Présentation par Sope Williams-Elegbe

Principaux points à retenir :

- Les marchés publics tenant compte de l'égalité des sexes (MPE) peuvent faire progresser l'autonomisation économique des femmes. Les marchés publics tenant compte de la dimension de genre sont "l'introduction d'exigences et de considérations de genre dans les politiques et pratiques de marchés publics, afin d'utiliser les marchés publics comme un instrument pour faire progresser l'égalité entre les sexes." (OCDE)
- Il existe deux formes de MPE : 1) l'inclusion d'entreprises appartenant à des femmes dans les marchés publics ou 2) l'achat auprès d'entreprises sensibles à la dimension de genre, qui répondent à des critères d'intégration des principes d'égalité des sexes et d'autonomisation des femmes dans leurs politiques et pratiques, conformément aux normes et standards internationaux.
- Les femmes obtiennent 1 à 3% des marchés publics, alors qu'elles représentent +50% de la population et possèdent 41% des petites et moyennes entreprises (PME) dans certains pays africains. En Afrique du Sud, 41,2% des ménages sont dirigés par des femmes et 42% des enfants sont élevés par des mères célibataires. Aux États-Unis d'Amérique, on compte 11 millions de parents isolés, dont 80 % sont des femmes.
- Les économies se portent mieux lorsque les femmes participent pleinement. L'égalité des sexes est importante pour réduire la pauvreté et il existe un lien entre la croissance économique et l'émancipation économique des femmes.
- De nombreux obstacles à l'émancipation économique des femmes sont fondés sur des hypothèses patriarcales ou culturelles.
- Obstacles aux GRP :
 1. Les obstacles structurels et systémiques comprennent des données désagrégées par sexe, un manque de planification des GRP, une distribution inégale, la technologie et la complexité et l'agrégation de la demande.

2. Les obstacles juridiques et politiques comprennent l'absence de cadre juridique, l'opacité et le manque d'intégration entre la politique de genre et la politique d'approvisionnement.
 3. Les obstacles culturels et sociaux comprennent la discrimination fondée sur le sexe par les responsables des marchés publics, les pratiques coutumières et d'héritage discriminatoires et la dynamique des ménages.
 4. Les obstacles financiers comprennent un accès difficile au financement et des conditions financières défavorables.
 5. La corruption, qui comprend des pratiques telles que les pots-de-vin et la sextorsion.
- Stratégies visant à changer le statu quo :
 - S'attaquer aux obstacles structurels et systémiques
 - S'attaquer au cadre juridique et à l'inadéquation des politiques
 - Démanteler les préjugés sociétaux et culturels
 - S'attaquer aux obstacles financiers
 - S'attaquer à la corruption
 - Créer un environnement favorable grâce au renforcement des capacités, à la lutte contre les disparités institutionnelles entre les sexes, au plaidoyer et à la sensibilisation.
 - L'Éthiopie a un cas réussi de GRP lié au SPFP. Les universités éthiopiennes sont tenues d'acheter du pain, appelé injera, auprès d'entreprises appartenant à des femmes et situées dans la ville universitaire. Cette mesure visait à faire en sorte que les femmes, qui sont les principales productrices d'injera, puissent au moins bénéficier des dépenses d'achat des universités dans ce domaine. Cette approche, bien que ponctuelle, permet de soutenir les entreprises appartenant à des femmes, de réduire les coûts et les impacts du transport et de garantir la durabilité des entreprises.

Présentation par Baye Samba Diop

Principaux points à retenir :

- L'Agence de régulation des marchés publics du Sénégal (ARMP) a signé un protocole d'accord avec la FAO pour élaborer une directive sur les SPFP. Le protocole visait à fournir un soutien stratégique aux achats d'aliments dirigés par le gouvernement pour les initiatives de nutrition scolaire basées sur des produits locaux. Dans ce cadre, l'ARMP a produit un guide des marchés publics locaux pour guider et encourager les pouvoirs adjudicateurs dans la mise en œuvre de liens entre les programmes d'alimentation scolaire et la production agricole locale des petits exploitants. Dans le cadre de ce protocole, l'ARMP a également organisé un atelier de formation de deux jours pour renforcer les capacités et sensibiliser trente personnes représentant les pouvoirs adjudicateurs et les fournisseurs locaux (municipalités, écoles, administrations locales, etc.). La formation a porté sur l'appropriation et l'acceptation du guide simplifié de la commande publique locale en matière d'alimentation scolaire.
- Le protocole d'accord est conforme à l'objectif stratégique 4 de la FAO "Favoriser des systèmes alimentaires inclusifs et efficaces" et 3 "Réduire la pauvreté rurale", en particulier les résultats organisationnels qui devraient en découler, à savoir :
 - Le renforcement de la capacité des pays et de leurs communautés économiques régionales à s'engager plus efficacement dans la formulation d'accords internationaux et de directives volontaires qui favorisent des marchés transparents, de meilleurs débouchés et des systèmes alimentaires et agricoles plus efficaces.

- Renforcer la capacité des organismes du secteur public à concevoir et à mettre en œuvre des politiques, des stratégies, des cadres réglementaires et des plans d'investissement nationaux.
- Après cette expérience réussie, et dans le cadre d'un autre projet de la FAO (FMM 132), l'ARMP a signé un nouveau MoU avec la FAO. Dans le cadre de ce protocole d'accord, l'ARMP a mené une enquête auprès des organisations de producteurs et des pouvoirs adjudicateurs dans les deux municipalités ciblées par le projet et a organisé quatre ateliers de formation pour renforcer la capacité des fonctionnaires à mettre en place des mécanismes d'approvisionnement alimentaire plus inclusifs pour les producteurs locaux et pour renforcer la capacité des organisations de producteurs à accéder aux programmes publics d'approvisionnement alimentaire.
Plus précisément, les formations visaient à permettre aux participants de :
 - De connaître les principes et les règles des marchés publics au Sénégal.
 - De se familiariser avec les procédures utilisées pour les marchés publics locaux.
 - D'identifier les sources d'information pour l'accès aux marchés alimentaires.
 - De savoir comment préparer un dossier de marché et les prérequis.
 - Savoir comment soumissionner pour un marché public alimentaire.
 - Connaître les voies de recours en cas de litige, etc.
- L'enquête menée à Bambilor
 - L'enquête a révélé que tous les fournisseurs sont des hommes. Cependant, le centre de transformation alimentaire de GOROM compte plusieurs femmes transformatrices, mais il est dirigé par un homme. Les données ont montré que 69,2% des acheteurs sont des hommes et 30,8% sont des femmes. En général, les fournisseurs âgés de plus de 36 ans représentent 84,2% de la population des fournisseurs, tandis que seulement 15,8% se situent dans la tranche d'âge 26-35 ans.
 - L'enquête a également révélé que la plupart des fournisseurs ne sont pas familiers avec la procédure d'appel d'offres pour les produits destinés aux cantines scolaires. Cette situation peut s'expliquer par le nombre insuffisant de marchés alimentaires lancés par la commune. La moitié des personnes interrogées n'avait jamais participé à des processus de passation de marchés publics. Cependant, il faut noter que lors de COVID-19, l'Etat a adopté un décret qui permettait d'attribuer des marchés à des producteurs qui ne connaissaient pas les procédures.
 - Tous les contrats utilisés par les producteurs locaux dans le cadre des marchés sont des contrats de courte durée. Ceci est dû à des commandes ponctuelles sous forme de demandes d'informations et de prix.
 - Selon les résultats de l'enquête, seule une petite proportion d'acheteurs (21,1%) a répondu que les procédures de marchés publics ne sont pas complexes, alors que la majorité des fournisseurs (94%) pensent qu'elles le sont. Les répondants ont souligné que les marchés alimentaires sont confrontés à plusieurs obstacles. 46,2% ont déclaré qu'ils étaient confrontés à un manque d'assistance technique et à d'autres contraintes qui constituent des obstacles majeurs à l'accès aux marchés dans ce secteur.
- L'enquête a été menée à Koungheul :
 - L'enquête a révélé que tous les fournisseurs et acheteurs interrogés sont des hommes âgés de plus de 26 ans. En général, les fournisseurs âgés de plus de 36 ans représentent 84,2% de la population des fournisseurs, tandis que la tranche d'âge 26-35 ans ne représente que 15,8%.

- Seuls (33,3%) des répondants ont répondu sur l'existence et la pertinence des processus de marchés publics, tandis que la majorité (66,7%) a admis ne pas connaître les procédures de marchés publics.
- En ce qui concerne les obstacles liés aux marchés publics dans ce secteur, certains fournisseurs (50%) ont déclaré que les difficultés se situaient au niveau de la préparation et de la soumission de la proposition de contrat, tandis que 50% ont déclaré qu'ils avaient plus de difficultés à obtenir la qualité et la quantité requises de produits.
- L'enquête a révélé plusieurs avantages de la participation aux marchés alimentaires :
 - Soutien de la production agricole locale et des petits exploitants
 - Réduction du risque d'investissement
 - Fournit un moyen d'augmenter les revenus
 - Fournit un moyen de formaliser les marchés et de sortir de l'informalité
 - Améliore la capacité des agriculteurs à accéder aux marchés
 - Encourage les agriculteurs à augmenter et à diversifier leur production.
- Les obstacles révélés par l'enquête sont les suivants :
 - Les procédures de passation de marchés sont trop complexes et lourdes.
 - Le prix est le principal critère d'attribution au détriment de la qualité et des autres valeurs socio-économiques.
 - les conditions de participation sont disproportionnées et onéreuses
 - La durée des contrats est incompatible avec la capacité d'approvisionnement des petits producteurs locaux.
 - L'accès à l'information sur les opportunités commerciales et les avis d'attribution des marchés est limité.
 - Les délais et les conditions de paiement sont défavorables aux petits producteurs.
- Comme prochaines étapes, il est recommandé de poursuivre la collaboration entre la FAO et l'ARMP, de renforcer l'adoption du guide des marchés publics locaux au niveau national, sa traduction dans les langues locales et de renforcer les capacités des fonctionnaires et des producteurs locaux dans d'autres régions.

Présentation par Geo Quinot

Principaux points à retenir :

- Le droit est en retard sur la politique du SPP
- L'importance du cadre juridique pour la mise en œuvre des marchés publics de développement est souvent négligée.
- Il existe plusieurs exemples où le droit des marchés publics et la mise en œuvre du SPFP sont liés, par exemple au Brésil, en Afrique du Sud, en Éthiopie, etc. Cependant, le succès des initiatives se fait en dépit de la loi, et non grâce à elle.
 - L'Accord sur les marchés publics (AMP) est un accord de l'Organisation mondiale du commerce qui peut limiter le SPFP. Cet accord est principalement signé par les pays développés, mais les pays en développement agissent en tant qu'observateurs et au moins un d'entre eux (le Brésil) travaille à sa signature. Il existe un seuil élevé de marchés publics qui sont directement influencés par l'AMP, mais les pays peuvent choisir d'incorporer ses principes dans leurs règlements internes, même pour atteindre un plus grand nombre de processus de passation de marchés.
- Exemples de réglementations nationales :

- Aux États-Unis d'Amérique, il existe des instruments spécifiques pour les achats de denrées alimentaires dans les écoles qui permettent aux autorités chargées des achats d'accorder des préférences en faveur des producteurs de denrées alimentaires locaux.
- En France, malgré l'absence d'instruments spécifiques pour les marchés publics alimentaires, il existe des instruments généraux qui soutiennent le lien entre les marchés publics et le développement durable. Ils comprennent la division des contrats, les exigences de participation, les méthodes d'approvisionnement alternatives et les critères d'évaluation. Ils sont soutenus par un plan alimentaire national.
- Pour conclure :
 - Il existe encore peu de dispositions légales explicites sur le SPFP.
 - Un mandat spécifique est nécessaire
 - Le passage de chaînes d'approvisionnement mondiales à des chaînes d'approvisionnement locales peut favoriser le lien entre les marchés publics et le développement durable.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- La combinaison des initiatives du SPFP avec des taxes sur les produits alimentaires malsains (subventions sur les produits sains) est une approche intéressante, bien que les impacts sur la régulation du marché par les taxes et les subventions soient incertains.
- L'habitude de manger dans les cantines scolaires se forme, ce qui entraîne des externalités positives, comme l'augmentation de la demande de produits biologiques, qui peuvent contribuer à développer le marché des produits durables.
- De nombreuses études de cas informatives sur les SPFP sont publiées sur le site de la FAO.
- Si la loi est à la traîne, il est possible de combiner une approche de haut en bas pour réglementer et une approche de bas en haut pour intégrer les leçons apprises dans la réglementation.
- Il est nécessaire d'élaborer des instruments réglementaires ou des lignes directrices à l'échelle mondiale pour aligner le discours sur le SPP, axé sur le développement et non sur le commerce.
- L'inclusion d'une dimension de genre dans les pratiques d'achat peut commencer à surmonter la déconnexion entre la politique de genre et les politiques d'achat.

Ressources :

OMS Europe, 2022: <https://www.who.int/europe/publications/i/item/WHO-EURO-2022-6178-45943-66333>

Chapitre de livre sur le rôle du cadre réglementaire pour l'utilisation de l'approvisionnement alimentaire comme outil de développement. De Schutter, O., Quinot, G. et Swensson, L.F. J : 2021 (chapitre 2) : <http://www.fao.org/3/cb7960en/cb7960en.pdf>

Jour 3 du Forum - 27 octobre 2022

Session 5 : Surmonter les défis – l'inclusion des groupes vulnérables

Modérateur : Felipe Vilaça Loureiro Santos, Université de Gävle, Suède

Intervenants : Vivian Valencia, Professeur au département des sciences végétales de l'université de Wageningen, aux Pays-Bas

Sergio Schneider, Professeur de sociologie du développement rural et d'études alimentaires à l'Université fédérale de Rio Grande do Sul au Brésil

Santiago De la Cadena Becerra, Economiste en développement humain au Groupe de la Banque mondiale en Colombie

L'idée de cette session était d'explorer le potentiel des initiatives de marchés publics alimentaires pour soutenir les groupes de producteurs vulnérables, tels que les femmes et les agriculteurs familiaux, en présentant des exemples concrets d'avantages, de défis et de stratégies adoptées pour une bonne mise en œuvre. Les deux premières présentations étaient axées sur l'expérience du Brésil, tandis que la dernière présentation portait sur l'expérience de la Colombie.

Présentation par Santiago De La Cadena Becerra

Principaux points à retenir :

- Le programme colombien d'alimentation scolaire (PAE) est l'un des plus anciens et des plus importants programmes sociaux de Colombie. Créé en 1936, il touche quotidiennement six millions d'enfants (environ 80 % du total) dans 44 000 écoles. Il investit 565 millions de dollars par an, demande 6 000 tonnes de nourriture par semaine et fournit des emplois à 73 000 femmes.
- En 2018, les achats du PAE n'ont pas réussi à inclure les économies locales et les groupes vulnérables, car :
 - o Des obstacles juridiques empêchaient l'achat direct de denrées alimentaires aux communautés rurales locales.
 - o Il n'existait pas de modèles opérationnels pertinents pour les communautés autochtones
 - o Les familles et les communautés rurales n'étaient pas directement impliquées dans le fonctionnement du PAE.
- Comment le PAE de Colombie a réussi à inclure les personnes vulnérables, rurales et indigènes:
 - o En 2020, la Colombie a supprimé les obstacles juridiques et un nouveau modèle de PAE rural a été créé. En pleine pandémie, le Congrès colombien a promulgué une loi institutionnalisant les marchés publics de denrées alimentaires en mettant l'accent sur le soutien aux agriculteurs familiaux et aux petits exploitants agricoles (loi 2046/2020).
Principales exigences :
 - Au moins 30 % de la nourriture totale doit être achetée à des agriculteurs familiaux/petits exploitants (FSF)
 - Dans les procédures de marchés publics concurrentiels, 10 % de la note d'évaluation finale du soumissionnaire est attribuée s'il achète plus de 30 % auprès de la FSF.
 - La structure nutritionnelle et les menus doivent être adaptés aux achats de produits alimentaires locaux.

- Les processus d'approvisionnement et les paiements à la FSF doivent être simples et rapides.
 - o La Banque mondiale a encouragé l'achat inclusif de denrées alimentaires locales en :
 - Soutenant l'adaptation des procédures et pratiques d'achat pour augmenter la participation des familles et des petits exploitants agricoles.
 - En montrant les impacts des achats d'aliments locaux sur la qualité des repas et les processus pédagogiques de consommation alimentaire.
 - Impliquer directement les communautés rurales dans la gestion du PAE.
 - o Le gouvernement a ainsi créé un nouveau modèle pour les zones rurales :
 1. Administré par les parents
 2. Presque 100% d'approvisionnement local
 3. Comporte un volet pédagogique solide pour les parents ruraux
 4. Offre une souplesse d'approvisionnement et de paiement pour favoriser les achats auprès des familles et des petits exploitants agricoles.
- En 2018, les communautés indigènes ont commencé à mettre en œuvre leur propre PAE.
 - o Administré directement par des prestataires de services autochtones, il touche environ 350 000 enfants chaque jour (82 % du total). Elle est essentiellement d'origine locale et favorise la récupération des semences, des préparations alimentaires et des pratiques culturelles traditionnelles.
 - o Trois résultats principaux :
 1. Les parents et les bénéficiaires étaient 46% plus susceptibles de se déclarer plus satisfaits de la qualité des repas.
 2. La perception positive des parents sur le fait que la PAE est un facteur définitif de promotion de la réussite scolaire des enfants est 2,5 fois plus élevée dans les PAE indigènes.
 3. Les dirigeants indigènes estiment que la PAE favorise la production rurale par l'achat direct et régulier de leurs produits.
- Prochaines étapes :
 - o Le PAE rural sera piloté et évalué en 2022-2023, afin de mesurer l'impact sur l'éducation, la sécurité alimentaire, les revenus des ménages ruraux et la qualité des repas.
 - o Une boîte à outils complète sera lancée début 2023 pour former les parents et les autres membres des communautés à une alimentation saine et aux avantages de consommer des ingrédients fraîchement produits. Elle comprendra des directives sur les achats locaux.
 - o Un système informatique sera lancé en novembre 2022 pour commencer à suivre les résultats du PAE, notamment l'inclusion des communautés rurales et indigènes, et le respect de la nouvelle loi sur les marchés publics alimentaires.
- Conclusion : Le TFPF soutient l'inclusion des groupes vulnérables
 - En les ciblant (élimination des obstacles à la participation).
 - En créant une demande structurée (réduit les risques et la vulnérabilité ; offre des marchés stables et fiables aux petits exploitants agricoles).
 - En combinaison avec les mouvements sociaux, les marchés publics sont un mécanisme politique prometteur pour renforcer l'autonomisation des femmes dans l'agriculture.
 - Il s'agit d'un élément clé dans la refonte et la mise en œuvre, il est nécessaire de disposer d'un tissu social solide et cohésif !

- Le TFPF peut soutenir l'autonomisation des femmes en créant de nouveaux marchés pour des produits alimentaires diversifiés, valorisant ainsi des systèmes de production diversifiés qui incluent davantage les femmes.

Présentation par Sergio Schneider

Principaux points à retenir :

- Évolution des approches de l'alimentation scolaire :
 1. Première vague (années 70 à 90) ; l'accent est mis sur la nutrition pour l'éducation et l'alimentation scolaire comme instrument de lutte contre la sous-nutrition et les maladies liées au retard de croissance. L'alimentation scolaire fait partie de l'aide alimentaire nationale (surtout dans les pays en développement).
 2. Deuxième vague (1995 à 2010) : l'accent est mis sur l'amélioration de la qualité de l'alimentation scolaire et le lien avec la production locale (petits exploitants/agriculteurs familiaux). Divisions dans la littérature scientifique ; point de vue européen : il est inefficace d'acheter la nourriture des écoles directement auprès des fermes, point de vue latino-américain et africain : relier les écoles aux fermes améliore la qualité de la nourriture.
 3. Troisième vague (2010 à aujourd'hui) ; reconnaissance du pouvoir de l'assiette publique. Le budget provenant des achats de nourriture (éducation, etc.) devient une source importante de ressources du budget public pour soutenir les agriculteurs locaux et les agriculteurs familiaux. Début des discussions sur les initiatives "de la ferme à la fourchette", la culture des aliments dans les écoles, etc.
 4. Maintenant : La santé publique alimentaire est liée au développement durable. Comment organiser un système pour acheminer les aliments des agriculteurs locaux/à petite échelle vers les écoles ? Il existe des problèmes de gouvernance et de responsabilité, qui doivent être résolus.
- Leçons tirées des cas du Brésil et de l'Equateur : les simples stratégies ne suffisent pas, il faut des schémas d'organisation de l'approvisionnement alimentaire des écoles, qui sont liés à une organisation plus large de l'Etat. Dans le cas de l'Equateur par exemple, l'Etat n'est pas préparé, il ne dispose pas des ressources humaines ou des outils juridiques (lois, capacités, etc.). En outre, l'inclusion des organisations de la société civile dans le processus d'élaboration des politiques est essentielle pour rendre les politiques plus responsables et moins sujettes à la corruption. Quant au marché, il existe une double relation : entre les fournisseurs - les agriculteurs - ET les consommateurs - les écoles. Le marché doit être construit socialement et un marché spécifique avec des règlements spécifiques (entre fournisseurs et acheteurs) doit être établi.
- Leçon apprise : les universitaires et les techniciens ont tendance à aborder les marchés publics en se concentrant sur la chaîne de valeur. Dans la pratique, cela ne fonctionne pas ainsi.
- Questions importantes : comment inclure les groupes vulnérables (petits agriculteurs, populations autochtones, femmes...) ? Comment créer le cadre institutionnel de manière qu'il reste stable dans des régions politiquement instables ? Si l'on veut aller de l'avant, il faut revoir nos hypothèses (qu'est-ce que l'État, qu'est-ce que la société civile, qu'est-ce que le marché pour lequel nous construisons).

Présentation par Vivian Valencia

Principaux points à retenir :

- Les marchés publics alimentaires ciblés (TPFP) et les transitions vers des systèmes alimentaires plus durables peuvent améliorer la durabilité de divers composants du système en déterminant :
 - o Quel type de nourriture sera acheté (par exemple, locale, diversifiée)
 - o De qui (par exemple, les petits agriculteurs, les femmes) (à relier avec l'idée d'aider les groupes vulnérables en leur donnant un accès privilégié).
 - o Systèmes de production auprès desquels le produit sera acheté (par exemple, respect de la nature, pratiques respectueuses du climat) (aliments certifiés)
- TFPF peut offrir :
 1. Une demande importante, prévisible et fiable de produits agricoles qui réduit les risques et les incertitudes associés aux marchés des produits de base.
 - o *Les achats des gouvernements, des grandes institutions (PAM, universités), prennent des engagements envers les agriculteurs en fixant le prix à l'avance. Tous ces engagements suppriment la volatilité (par le biais d'une demande structurée), ce qui est l'un des avantages pour les petits agriculteurs.*
 - o *Demande de produits alimentaires diversifiés.*
 2. Une source fiable de génération de revenus grâce à la création de conditions de marché favorables, en particulier pour les petits exploitants agricoles.
 - o *En se fournissant de cette manière, les incertitudes associées au marché international libre des matières premières peuvent être réduites.*
 3. La stabilisation des prix par l'établissement et la négociation des prix.
 4. Incitations ou exigences pour le respect des normes de durabilité dans la production (par exemple, biologique) et la gouvernance de la chaîne de valeur (par exemple, commerce équitable).
 - o *En fixant les normes, les risques et les vulnérabilités peuvent être éliminés pour les groupes de producteurs (vulnérables).*
 - o *Cela contribue également à modifier les systèmes de production, en favorisant les producteurs de ce type de production.*
- Exemple emblématique : Le programme de repas scolaires du Brésil (PNAE)
 - o En 2009, il y a eu une refonte des politiques de marchés publics afin de les lier à de multiples objectifs de développement basés sur la création de nouveaux marchés.
 - o Objectifs d'intégration des petits agriculteurs, de développement rural, etc.
 - o Innovation particulière : lier les programmes publics de nutrition et les investissements dans le secteur de l'agriculture familiale.
 - o 30 % du budget pour l'approvisionnement auprès des agriculteurs familiaux.
 - o 30% prime de prix pour la production biologique.
 - o Accès facilité aux petits agriculteurs.
 - Procédure d'appel d'offres simplifiée ; "discrimination positive".
 - *Relever leurs défis et leurs limites, sinon ils ne peuvent pas concurrencer les autres acheteurs par le biais d'appels d'offres.*
 - o Comment/pourquoi le Brésil a-t-il remanié ses politiques de marchés publics ? La volonté politique était fondamentale pour modifier le cadre juridique afin de permettre des innovations dans les marchés publics.
 - Renoncer à la procédure d'appel d'offres pour créer un mécanisme de passation directe des marchés.

- o La mobilisation politique des mouvements sociaux a joué un rôle central dans le déclenchement de la refonte du PNAE pour qu'il bénéficie également aux agriculteurs familiaux. Travail en tandem. Les ONG locales ont joué un rôle clé en fournissant une assistance technique et un soutien à la certification. Les organisations locales d'agriculteurs ont également facilité la réponse des agriculteurs au marché institutionnel.
 - *L'accès des petits agriculteurs aux systèmes de certification s'avère très difficile.*
- o Leçons apprises : Le cadre politique ou juridique ne permet souvent pas la discrimination positive. La redéfinition est essentielle. Comment pouvons-nous changer quelque chose qui ne fonctionne pas ? Amener les acteurs à y réfléchir.
- o Défis pour les agriculteurs vulnérables :
 - Souvent bloqués sur le marché des produits de base (soja, maïs pour la consommation du bétail).
 - Sur les marchés stables pour vendre les légumineuses, très vulnérables et de petite taille.
 - La plupart des ménages ont décidé de produire des cultures stables supplémentaires pour garantir leurs revenus.
 - Grâce au PAE, il est possible de passer à une production diversifiée avec un marché stable fournissant une base cohérente pour la vente des produits.
- o Implications pour l'équité entre les sexes :
 - Étude des liens entre la diversification des exploitations et l'autonomisation des femmes
 - Petite propriété : mieux vaut vendre des légumes, des légumineuses, etc.
 - Les femmes sont souvent impliquées dans la production de légumes
 - Avec la PAE, qui n'est plus exclusivement destinée à la consommation domestique, le savoir-faire des femmes est devenu très pertinent pour cette "nouvelle" activité économique. L'expertise et l'implication des femmes se sont améliorées et leur participation aux décisions a augmenté ainsi que le contrôle des ressources.
- o Une demande structurée de produits alimentaires diversifiés
 - A abouti à des systèmes agricoles diversifiés et économiquement viables.
 - Permettre aux petits agriculteurs de passer de monocultures à des systèmes agricoles diversifiés.
 - A favorisé la valorisation des femmes en créant les conditions permettant aux femmes de mener des activités productives (par exemple, la culture de produits alimentaires diversifiés pour le PNAE) et de faire des choix stratégiques (par exemple, la prise de décision concernant les activités productives et le contrôle des revenus).
 - Les femmes ont été identifiées comme le tissu social. Lorsque le tissu social est plus solide, les impacts des politiques sont amplifiés

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Q: @Santiago ; en Colombie, quel est le rôle de la société civile et comment est-elle impliquée ? Y a-t-il des défis liés à cette implication ?
- R: Au départ, ce n'était pas la société civile (du moins pour certaines régions). La qualité des programmes d'alimentation scolaire dans les zones rurales était vraiment faible (car ils

nécessitaient de la logistique). La qualité a été la première motivation pour réfléchir à la manière de se rapprocher des marchés. Pour les populations autochtones, la qualité joue un rôle central. Sur cette base et compte tenu du pouvoir de la société civile (en termes de petits agriculteurs, etc.), une pression croissante s'est exercée sur le gouvernement pour qu'il commence à s'engager dans les économies locales. C'est pourquoi la loi a vu le jour. Il y a eu beaucoup de pression, mais les programmes d'alimentation dans les écoles ont été l'un des moyens les plus faciles de la mettre en œuvre. À l'heure actuelle, l'objectif est de trouver un moyen global de relier les personnes de la communauté pour superviser ce qui se passe (en termes d'audits, etc.), un écosystème propre qui est durable et a ses propres modes de fonctionnement flexibles.

- Q: @Vivian ; avez-vous été témoin de l'obstacle que constitue le fait que le gouvernement paie les agriculteurs trop tard ?
- R: Au Brésil, les agriculteurs ne se sont pas plaints, mais au Guatemala, ils ont dû attendre six mois avant de recevoir leur paiement. La conséquence a été que les agriculteurs n'avaient plus envie de participer. Les agriculteurs ont déjà tellement d'incertitudes.
- Q: @Santiago ; Comment s'y prendre quand il y a une volonté des municipalités ? Souvent, le principal facteur limitant, tel qu'il est formulé par les acheteurs, est l'organisation des petits agriculteurs. Comment pouvons-nous garantir la sécurité alimentaire ? Avez-vous un exemple du début de cette transition ?

R: La Colombie en est exactement à ce stade ; le modèle rural vient de démarrer et il comporte beaucoup de risques. Les parents préparent les repas, achètent des aliments dans des endroits où la sécurité alimentaire n'est pas garantie et ne répond pas aux normes. L'État a fourni à la communauté une boîte à outils complète et une session de formation (avec des connaissances de base sur la sécurité alimentaire, la valeur nutritionnelle des aliments, etc.) Défi : traduire toutes les normes dans un langage que les parents d'élèves peuvent lire et comprendre. Une telle formation peut être très compliquée à concevoir. Elle nécessite un dialogue avec le secteur de l'éducation, le secteur de la santé, etc. afin de créer des règles habilitantes (il s'agit notamment de déterminer quel est le contexte et quels sont les aspects minimaux de l'application). Premièrement, il faut une approche différentielle (par exemple, les femmes autochtones n'aiment pas s'habiller selon les normes de sécurité alimentaire et d'hygiène). Deuxièmement, une bonne communication et une bonne éducation au niveau de la mise en œuvre sont essentielles.

Commentaire de Sergio : la pandémie a été une mauvaise expérience, mais aussi un moment d'apprentissage. Les écoles ont fermé, ce qui a fortement perturbé le système des marchés publics au Brésil. En conséquence, les agriculteurs ont subi d'énormes pertes. Des recherches ont été menées sur la manière dont les agriculteurs ont réagi et se sont adaptés. Ils ont utilisé WhatsApp pour contacter les consommateurs et ont effectué des livraisons à domicile. Cela montre que nous devons mettre en place un bon service internet (ou une connexion radio) dans chaque école, dans toutes les régions du monde. Les agriculteurs locaux pourraient utiliser l'internet pour se connecter à l'école ou à la municipalité. Les premiers investissements devraient être réalisés dans les zones en développement, les zones vulnérables en matière de logistique et d'infrastructures utilisant la numérisation. Pour aborder cette question de manière systématique, une typologie est nécessaire (petite municipalité <10.000, moyenne=100.000, grande), en raison de la question de l'accès à la logistique. Sur cette base, on peut mettre en œuvre différents systèmes d'approvisionnement. Avec 42-43 millions d'élèves dans les écoles, le Brésil dispose d'un marché énorme. Les programmes doivent en tenir compte. Cela constitue une différence pour l'organisation des politiques et des systèmes.

Questions et remarques du chat :

- Le gouvernement ghanéen dispose actuellement de la National Builders Corp, qui se compose principalement de nouveaux diplômés et de scientifiques agricoles encouragés à aider la population locale à pratiquer une agriculture modernisée afin d'augmenter la production alimentaire locale.
- Il s'agit d'une discussion noble avec de nombreuses questions intéressantes à traiter pour changer la vie des enfants, des jeunes et des femmes vulnérables en particulier. Nous pouvons y parvenir en collaborant et en mettant nos solutions en pratique. La plupart des enfants et des femmes des pays en développement souffrent d'insécurité alimentaire. L'achat et la distribution de nourriture sont hautement politisés et faussés. J'espère que les organisateurs pourront être le fer de lance du processus de collecte et de partage des connaissances.
- Q: J'aimerais que Santiago m'en dise plus sur les outils qui seront utilisés pour mesurer les différents impacts du PAE pilote et sur le système informatique qui permettra de contrôler la conformité à la nouvelle loi.

R: Le système informatique est équipé d'outils standardisés pour mesurer le respect de la quantité et de la qualité des aliments ; il dispose d'un registre complet des fournisseurs qui travaillent à la fois en ligne et hors ligne ; il dispose d'une plateforme de renforcement des capacités et de formation pour les citoyens (www.paestardia.gov.co) ; et en outre, il interagit avec d'autres systèmes tels que le système d'inscription et les évaluations de l'apprentissage. En fusionnant toutes ces sources de données, nous serons en mesure de suivre les effets du projet pilote sur les résultats scolaires, les achats de produits alimentaires locaux, ainsi que la qualité et l'acceptabilité des repas.

Ressources :

- Vidéos sur le programme colombien d'alimentation scolaire pour les communautés indigènes. Les vidéos 7 à 13 de la liste de lecture sont sous-titrées en anglais : <https://www.youtube.com/watch?v=NYtZbm30Gb4&list=PLfYBMcouzhGBon1GV1rMZIXSN23S8RUK&index=7>
- Vidéos sur le programme colombien d'alimentation scolaire pour les communautés indigènes. Les vidéos 7 à 13 de la liste de lecture sont sous-titrées en anglais : <https://www.fao.org/documents/card/en/c/cb7960en>

Échange de ville à ville – Portoviejo & Manabí, Equateur, Valence, Espagne & Rosario & Gualeguaychú, Argentine

Modérateur : Andreas Stamm, Institut allemand du développement et de la durabilité (IDOS)

Intervenants : Marina Borgatello, représentant de la ville de Rosario en Argentine

Cielo Paola Mendoza Villagomez, représentant du gouvernement régional Manabí, Equateur

Au début de cette année, l'Organisation des Nations Unies pour l'alimentation et l'agriculture (FAO) et l'Institut allemand pour le développement et la durabilité (IDOS) ont uni leurs forces et commencé à collaborer à ce projet sur les marchés publics alimentaires durables. L'une des principales composantes de ce projet était l'organisation d'échanges entre trois villes d'Europe et trois villes d'Amérique latine et du continent africain. L'idée derrière ces échanges était de jumeler les villes et d'avoir deux échanges

en ligne, où elles pouvaient présenter leurs pratiques en matière de marchés publics alimentaires durables et en relation avec les initiatives d'alimentation scolaire. Elles ont échangé sur les similitudes, mais surtout sur les défis auxquels elles étaient confrontées lors de la mise en œuvre de ces pratiques et initiatives. L'objectif était de favoriser l'échange et l'apprentissage mutuels entre les villes dans la complexité des questions d'approvisionnement pour améliorer la durabilité. Pour cette session, l'accent a été mis sur l'échange entre la ville de Portoviejo et la région de Manabí en Equateur, la ville de Valence en Espagne et les villes de Rosario et Gualechaychú en Argentine, qui étaient au milieu des échanges en ligne. En raison de circonstances malheureuses, le représentant de la région de Manabí, qui devait faire une présentation, n'a pas pu être présent, ainsi seule la ville de Rosario a fait une présentation.

Présentation par les représentatives de la ville de Rosario

Principaux points à retenir :

- Ces dernières années, Rosario a acquis une grande expérience dans l'élaboration de politiques conformes au Pacte de politique alimentaire urbaine de Milan (MUFPP). Cependant, les politiques liées à l'agroécologie existent à Rosario depuis vingt ans déjà.
- De nombreuses politiques ont été élaborées de manière participative, en concertation avec différents secteurs de la population, ce qui est un processus plus lent, mais qui génère un plus grand consensus. L'accent est mis sur la mise en réseau avec la société civile, le monde universitaire et les agriculteurs, ce qui rend les politiques publiques durables dans le temps.
- Depuis 2015, la municipalité forme les fonctionnaires et le personnel municipal afin qu'ils intègrent la durabilité dans leurs processus et qu'ils motivent les fournisseurs.
- Les achats municipaux sont effectués principalement par deux secrétariats : Santé publique (neuf hôpitaux publics) et Développement humain et habitat (34 institutions). Ils fournissent 1300 boîtes aux familles et ont un accord avec la banque alimentaire locale pour fournir une assistance à 300.000 personnes.
- Le SPFP est mis en œuvre au niveau du gouvernement local par le biais d'appels d'offres. Cependant, pendant la pandémie, le Secrétariat au développement humain a souvent eu recours à l'achat direct.
- La qualité est un critère qui rapporte 50% dans les appels d'offres.
- Prochains défis : l'inclusion d'un pourcentage de légumes agroécologiques dans les contrats d'appel d'offres, que le fournisseur qui remporte l'appel d'offres doit respecter. Une option que Rosario explore est d'engager un distributeur (intermédiaire) pour collaborer avec le fournisseur et ainsi garantir la continuité du service sur l'ensemble du contrat.
- L'accent est mis sur la création d'instruments normatifs qui peuvent soutenir les changements au-delà des partis politiques.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- Le SPFP peut soutenir les producteurs et les aider à diversifier leur production d'une manière qui n'est pas souvent possible lorsque de gros acheteurs achètent leurs produits.
- Le SPFP peut aider les producteurs à planifier, à atteindre des échelles plus grandes et à diversifier leur offre.
- Il est important que la demande soit mieux organisée et que le rôle de l'État soit repensé ; l'État n'a pas à tout aider, mais à fournir des outils et des instruments qui soutiennent les fournisseurs. De cette façon, les fournisseurs ne dépendent pas de l'État pour survivre, mais l'État est un acheteur comme les autres.

- À Rosario, l'assistance aux producteurs est holistique et vise à créer des opportunités sans dépendre de l'État, afin qu'ils puissent travailler de manière indépendante. Rosario offre un soutien pendant la production ainsi que pendant le processus de commercialisation par le biais de programmes spécifiques.
- À Rosario, il existe des politiques bien établies, mais ce sont les cadres intermédiaires qui mettent en œuvre les changements. Une table de discussion autour du SPFP a été créée, qui est un catalyseur pour toutes les initiatives à mener à bien. Le secrétariat du développement humain rencontre d'autres secrétariats qui soutiennent les producteurs pour adapter les menus des repas dans les institutions publiques aux disponibilités alimentaires.
- À Manabí, la volonté politique et les efforts ont été réunis pour développer une initiative SPFP. Manabí s'est engagé dans une articulation urbaine-rurale avec les directeurs d'école et les parents et a renforcé les organisations du territoire. Le SPFP a été institutionnalisé et la sensibilisation a été renforcée, de sorte que des améliorations peuvent être apportées et que la continuité des programmes peut être assurée au-delà des changements politiques (c'est-à-dire après les élections).
- Toutes les municipalités ne doivent pas passer par toutes les étapes d'apprentissage pour mettre en œuvre le programme SPFP (en fonction du contexte).

Questions et remarques du chat :

- Q: Comment travaillez-vous avec vos avocats soumissionnaires ?
- Le CERPAC, qui est une organisation qui soutient les initiatives de développement local au Congo, travaille avec des organisations professionnelles. Nous avons un incubateur et un centre de gestion pour soutenir la formalisation, la soumission et la gestion. Le gros problème est l'inclusion financière, car toutes les banques et la microfinance sont dans les grandes villes. Avec les compagnies de téléphone, le coût des transactions financières est très élevé. Parcourir plusieurs kilomètres pour récupérer son argent est toujours un problème. Quelle est votre expérience ?
- Sans cet appui institutionnel, organisationnel et managérial, les petits producteurs, qui concentrent leur énergie sur la production, ne pourront pas profiter des opportunités offertes par le secteur public et les organisations comme le PAM (Programme Alimentaire Mondial).

Session 6 : Surmonter les défis – le rôle des responsables des achats publics et des réseaux

Modérateur : Felipe Vilaça Loureiro Santos, Université de Gävle, Suède

Intervenants : Wim Debeuckelaere, Direction générale de la santé et des consommateurs de la commission Européenne

Betina Bergmann Madsen, Chef des approvisionnements Municipalité de Copenhague, ministère de l'Alimentation, de l'agriculture et de la pêche, Danemark

Marisa Siboldi, Consultante en développement durable et en chaîne d'approvisionnement en Argentine

L'idée de cette session était de souligner l'importance et le rôle des responsables et des réseaux d'approvisionnement pour la mise en œuvre d'initiatives réussies d'approvisionnement alimentaire durable (telles que les programmes alimentaires scolaires) ; comment ils peuvent contribuer à ce processus ; les défis auxquels ils sont confrontés et les stratégies qui pourraient être adoptées pour les soutenir dans ce rôle important.

Présentation par Wim Debeuckelaere

Principaux points à retenir :

- Il existe un nouveau cadre législatif pour un système alimentaire durable dans l'UE. Les objectifs primordiaux sont les suivants
 - Établir les bases des changements systémiques nécessaires à tous les acteurs du système alimentaire, y compris les décideurs politiques, les opérateurs commerciaux et les consommateurs, afin d'accélérer la transition vers un système alimentaire européen durable.
 - Promouvoir la cohérence des politiques aux niveaux européen et national, intégrer la durabilité dans toutes les politiques liées à l'alimentation et renforcer la résilience des systèmes alimentaires.
- Ce nouveau cadre est important pour les partenariats de l'UE dans le commerce mondial.
- Problèmes actuels :
 - La viabilité et la résilience à long terme du système alimentaire sont compromises.
 - Faire des choix sains et durables reste trop difficile.
 - La structure réglementaire de l'UE autour du PFP ne soutient pas actuellement un système alimentaire européen durable.
- Facteurs déterminants de ces problèmes :
 - Viabilité à long terme
 - Les acteurs du système alimentaire ne réalisent pas systématiquement des opérations alimentaires durables.
 - Les acteurs du système alimentaire ne bénéficient pas d'incitations ciblées pour produire/vendre des aliments durables sur le marché européen.
 - Les externalités (environnementales, sociales et sanitaires) ne sont pas effectivement reflétées dans le prix ou le coût des aliments, ce qui crée une distorsion du marché favorable aux produits alimentaires non durables et aux opérations connexes.
 - Il existe des inefficacités dans la chaîne d'approvisionnement alimentaire, ce qui entraîne également la production de pertes et de déchets alimentaires.
 - Il existe une concurrence imparfaite et un déséquilibre du pouvoir de marché dans la chaîne alimentaire.
 - Des choix sains et durables
 - L'environnement alimentaire prédispose les consommateurs à faire des choix non durables.
 - Les acteurs du système alimentaire ont des préjugés qui empêchent les choix durables.
 - La transparence sur la durabilité est insuffisante dans l'ensemble du système alimentaire.
 - Structure réglementaire de l'Union
 - Les politiques et réglementations relatives à l'alimentation n'intègrent pas de manière systématique et cohérente les objectifs, définitions et exigences de la durabilité.
- Les différentes options politiques pour le SPFP constituent un élément de base important, car elles peuvent introduire la durabilité dans le système alimentaire et constituent un moyen stratégique d'utiliser les fonds publics.
- Raisons pour lesquelles l'UE doit agir sur les problèmes mentionnés ci-dessus :
 - Les approches nationales créent des systèmes de durabilité incompatibles, fragmentent le marché intérieur et créent la confusion et la méfiance du consommateur.

- Des exigences communes au niveau de l'UE garantiront l'harmonisation et le bon fonctionnement du marché intérieur dans tous les États membres, ainsi que des conditions de concurrence équitables pour les entreprises.
- Des systèmes alimentaires durables cohérents, reconnus dans toute l'Europe, permettront des économies d'échelle, réduiront les coûts et inciteront les opérateurs du secteur alimentaire à les développer.
- Un cadre proactif, reconnaissable et fiable renforcera également la crédibilité de l'Union européenne, tant vis-à-vis de ses citoyens que des pays tiers.
- Il existe trois approches pour améliorer le SPFP :
 1. Instruments volontaires ; Les critères des marchés publics écologiques (MPE), pour les aliments et les services alimentaires, peuvent être étendus pour couvrir les trois dimensions de la durabilité, y compris les régimes alimentaires sains et les critères économiques. La Commission peut continuer à faciliter le processus d'élaboration des approches volontaires basées sur le code de conduite de l'UE sur les pratiques commerciales et marketing responsables en matière d'alimentation. L'utilisation d'instruments volontaires a déjà été tentée en ce qui concerne les produits biologiques, mais il est difficile de convaincre les acheteurs, car les connaissances ou la volonté sont insuffisantes.
 2. Aider les autorités locales à se procurer des aliments durables en introduisant des dispositions générales et des exigences visant à sensibiliser et à améliorer les compétences et les connaissances en matière de SPP et à aider les autorités locales à utiliser les marchés publics de manière stratégique. Il pourrait s'agir, par exemple, de l'adoption de lignes directrices pour le MSP, de la mise en place d'un réseau européen de professionnels de l'approvisionnement alimentaire, de la création de points de contact centralisés dans les États membres, de l'obligation pour les États membres de mettre en place des plans d'action nationaux pour accroître l'adoption du MSP et d'exigences en matière de suivi et de rapports sur l'adoption du MSP par les États membres. Malheureusement, cette approche dépend encore trop de la volonté de l'acheteur, du traiteur ou du responsable politique d'introduire la durabilité.
 3. Exigences générales et spécifiques obligatoires : cette approche comprend l'introduction d'une exigence générale obligatoire d'approvisionnement durable avec une référence claire à la dimension environnementale, sociale, sanitaire et économique de la durabilité des produits alimentaires et des opérations connexes. La Commission sera habilitée à adopter/mettre en œuvre la législation, c'est-à-dire les critères obligatoires établis avec le soutien technique et scientifique du CCR, qui couvriront la dimension environnementale, sociale/sanitaire et économique de la durabilité, ainsi que les exigences en matière de suivi et de compte rendu de l'adoption du PSP pour les États membres et la Commission européenne. Le choix de cette approche est peut-être nécessaire pour soutenir la transformation du système alimentaire, mais il est important de considérer qu'elle pourrait avoir un impact négatif sur le marché.
- Les efforts de gouvernance peuvent fournir un cadre pour la coopération multi-niveaux des acteurs du système alimentaire par la création de processus et d'arrangements appropriés pour améliorer et encadrer la coopération multi-niveau, l'engagement et la participation du public à la fois au niveau de l'UE, des États membres et au niveau régional ou local. Elle peut également servir de base à l'élaboration de stratégies de durabilité alimentaire dans les États membres. Des exemples d'efforts pourraient être l'introduction de dispositions exigeant ou recommandant aux États membres d'élaborer des plans pour atteindre certains buts/objectifs

définis dans le SFSA ou des objectifs (quantifiés) fixés au niveau national dans des domaines spécifiques, la révision régulière des stratégies nationales ou le suivi des performances des États membres via un cadre de suivi avec des indicateurs clés pour le système alimentaire, dont les principales caractéristiques pourraient être définies dans le SFSA.

- Il existe actuellement des activités de consultation publique ouvertes. Lors de l'introduction d'un nouveau cadre législatif, les opinions des organisations (c'est-à-dire des prestataires de services alimentaires) et du public sont prises en compte.

Présentation par Betina Bergmann Madsen

Principaux points à retenir :

- Les juristes chargés des appels d'offres ou les responsables des marchés publics doivent avoir un aperçu des décisions politiques afin d'intégrer ces objectifs politiques dans les appels d'offres.
- Betina a donné un aperçu du processus de passation de marchés qui suit la formulation des objectifs politiques (par la Commission, ou la municipalité de Copenhague par exemple) et a montré un graphique qui illustre ce processus (voir le sketch ci-dessous).

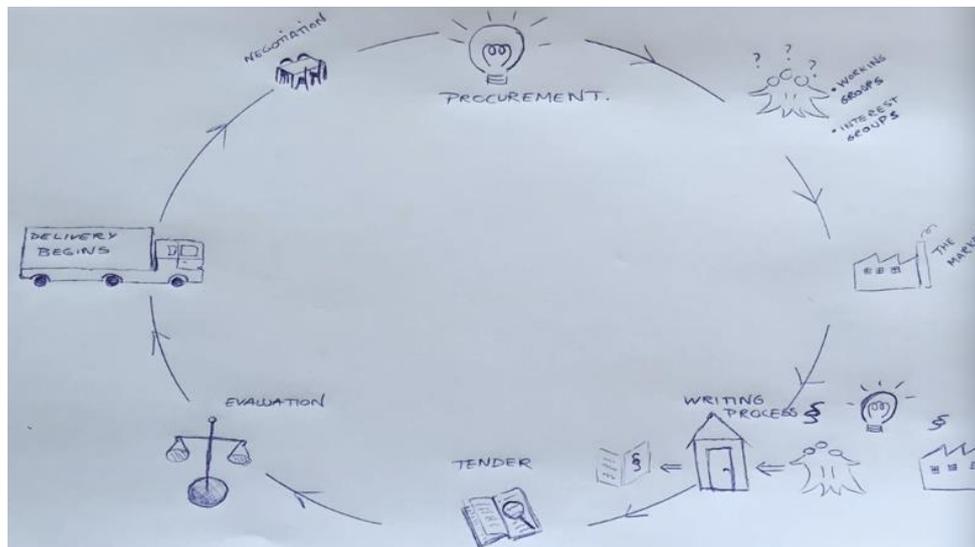


Image 1: Processus de passation de marchés

- Il existe de nombreuses connaissances sur la manière de passer des marchés sous la forme de lignes directrices, mais dans la pratique, il est difficile pour les responsables des marchés publics de trouver et de lire ces documents en plus de leur travail de préparation et de rédaction des offres.
- Betina a également fait référence au matériel pédagogique. Selon elle, il peut être utile de connaître les étapes de la préparation de l'appel d'offres :
 - Effectuer une analyse des objectifs politiques auxquels on est soumis - au niveau local, national et international.
 - Obtenir des statistiques sur ce qui est habituellement acheté et sur les exigences importantes pour l'utilisateur final.
 - Déterminer ce que le marché peut fournir et dans quelle mesure il est possible d'opérer une transition vers un développement plus durable.
 - Préparer des projets de documents d'appel d'offres
- Ce matériel pédagogique peut également aider à savoir comment mener une réunion de dialogue sur le marché légal, à créer une description des documents qui sont le plus souvent

inclus dans un appel d'offres et les caractéristiques des différents documents, à acquérir des connaissances sur les critères de durabilité, ou à s'informer sur les méthodes qui ont été utilisées dans les marchés publics et sur la façon d'intégrer des critères durables. Ces documents peuvent aider à mieux évaluer comment cela fonctionne, ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas.

- Pour faciliter le partage des connaissances, le Danemark a décidé de créer un réseau de responsables des marchés publics. Il a démarré en 2017 avec cinq partenaires. Depuis, il n'a cessé de se développer et continue de le faire. L'accent est mis sur l'inclusion des gouvernements régionaux et l'objectif global est de partager les pratiques.
- Le réseau est hébergé par le ministère danois de l'environnement et présidé par la municipalité de Copenhague. Il s'agit de partager les connaissances, de s'encourager et de s'inspirer mutuellement. Le groupe de responsables des marchés publics collabore avec les parties prenantes qui ont des connaissances spécialisées. La force du réseau réside dans le fait que de nombreux cerveaux y travaillent. Ainsi, ce n'est pas un seul responsable des marchés publics qui doit être un expert dans chaque type de marché.
- Grâce à la création du réseau, les bons exemples et les nouveaux critères obligatoires qui sont mis en œuvre peuvent être plus facilement diffusés.
- Il existe également un réseau européen des marchés publics. L'implication dans ces réseaux demande plus de travail, mais les avantages sont évidents. Les agents font des présentations dans les différents domaines sur lesquels ils travaillent afin de trouver des solutions ensemble.
- Betina a terminé sa présentation en incitant les responsables des achats dans l'assistance à créer un réseau où qu'ils soient, à avoir un échange interrégional et, idéalement, à être soutenus par la FAO.
- Enfin, elle a partagé qu'il y a un nouveau document publié par l'Organisation mondiale de la santé (OMS) et qu'il y a des formations avec cinq pays pour mesurer la situation des SPFP et ensuite tester ce qui fonctionne et ce qui ne fonctionne pas. Ce document est un catalogue d'inspiration intitulé "Comment, ensemble, nous pouvons créer les marchés publics alimentaires les plus sains et les plus durables au monde". L'intention est que le catalogue approfondisse différents sujets et fournisse des inspirations sur la façon dont ces sujets peuvent être intégrés dans les appels d'offres de différentes manières. L'idée est de continuer à s'inspirer et d'ajouter de nouveaux sujets afin que le matériel soit continuellement mis à jour avec "l'état de l'art - pour le moment".

Présentation par Marisa Siboldi

Principaux points à retenir :

- Les services d'achat ont un rôle clé dans des régions telles que l'Amérique latine. Cela est dû en grande partie à l'échelle mais aussi à la capacité du marché.
- Il est important d'avoir un travail transversal, tout en soutenant les autorités locales, en promouvant les meilleures pratiques et en travaillant avec les agriculteurs familiaux ou les petits exploitants. Fournir ces aspects tout au long de la chaîne d'approvisionnement est une tâche qui devrait être accomplie par le gouvernement, selon Marisa. Il est nécessaire de travailler avec tous les fournisseurs pour les sensibiliser à prendre les bonnes décisions. Par exemple, les grandes villes ont de gros fournisseurs et il faut leur faire prendre conscience de leur responsabilité et donc de leur influence sur la chaîne d'approvisionnement. Ce n'est pas une tâche facile, surtout dans des contextes comme celui de l'Amérique latine, où il y a souvent un manque de volonté politique, lié à un manque d'information et de compétences au niveau opérationnel.
- Les acheteurs publics au niveau des gouvernements locaux et nationaux ne sont souvent pas des experts en matière d'approvisionnement alimentaire. Ils ont généralement la

responsabilité d'acheter non seulement des denrées alimentaires, mais aussi des textiles, des véhicules ou d'autres équipements. Cela crée un sérieux manque de connaissances et d'expertise. La question est donc de savoir comment générer des opportunités à la fois pour le gouvernement et pour le marché.

- En outre, il est important de disposer d'exemples de marchés publics (alimentaires) durables pour acquérir une vision stratégique et ne pas se concentrer uniquement sur le prix. Il existe un énorme potentiel pour créer de la valeur, rendre visibles les objectifs des politiques publiques et soutenir les fournisseurs pour qu'ils soient en mesure d'envoyer leur candidature aux appels d'offres.
- Dans le contexte actuel de crise climatique et socio-économique, l'information n'est pas ce qui dénote le pouvoir, mais plutôt la clarté et la capacité à comprendre l'information. En travaillant en réseau, il est plus facile et plus rapide de comprendre les problèmes auxquels chaque localité est confrontée. Cela est lié à des systèmes plus transversaux et articulés, car nous ne pouvons pas traiter les problèmes comme des compartiments étanches.
- Le réseau fédéral des marchés publics argentins est un groupe de gouvernements régionaux et nationaux qui se sont réunis pour unir leurs efforts et proposer des stratégies pour les problèmes actuels. Le réseau n'a pas lancé de processus de passation de marchés communs, mais il a beaucoup aidé les gouvernements infranationaux, qui étaient plus en retard. Il existe des plates-formes électroniques, une formation constante et un soutien technique. Ce réseau n'a pas de statut juridique, car il est autoconvoqué. Il ne reçoit aucun financement extérieur, pas plus que du gouvernement national. Les directeurs des achats et les membres du gouvernement national participent à trois réunions annuelles. Ils ont participé à la table interaméricaine sur les marchés publics.
- Le réseau a déjà servi à résoudre de nombreux problèmes liés au SPFP. Il a souligné que les systèmes d'approvisionnement sont un moyen d'avoir accès aux biens, mais aussi de garantir l'accès à des groupes de fournisseurs potentiels qui n'y ont actuellement pas accès.
- Des groupes de travail sur le thème de l'alimentation ont vu le jour en Amérique latine (par exemple, à Rosario), impliquant différents départements (économie, éducation, etc.), se réunissant pour discuter de ce sujet d'actualité et unissant leurs efforts pour garantir la mise en œuvre de marchés publics durables.
- Un processus de transformation vers la SPFP est ce sur quoi les responsables des marchés publics du réseau s'accordent pour la plupart, mais cela ne fonctionne pas toujours. Souvent, la transformation ne se déploie pas via des critères volontaires. Les acheteurs ont peur de sortir de leur zone de confort ou de poser des questions. À cet égard, il est nécessaire de renforcer la professionnalisation et le renforcement des capacités. La mise à disposition de systèmes d'auto-évaluation et de données ouvertes favoriserait cette évolution et permettrait de progresser vers un système plus organisé, où les petits prestataires ont accès au marché. Avant tout, les prestataires devraient être habilités à comprendre certaines exigences. Dans une certaine mesure, les acheteurs publics peuvent les imposer, car ils sont en mesure d'évaluer ce que le marché a à offrir. Ils peuvent essayer de promouvoir la durabilité, d'en tirer profit et de se développer dans ce sens.

Séance de discussion et de questions-réponses

Principaux points de discussion :

- L'exemple de Copenhague montre les avantages qu'il y a à impliquer différents acteurs lorsqu'on commence à rédiger les documents juridiques d'un processus SPFP. L'objectif est de présenter les objectifs politiques et les exigences en matière de marchés publics à ceux qui

vont mettre en œuvre l'initiative pour contribuer au processus. Ces acteurs sont à nouveau sollicités, une fois que les détails techniques sont terminés.

- La gestion et le leadership sont essentiels, et Copenhague en est un excellent exemple. Cependant, en Amérique latine, ils sont confrontés à des problèmes plus structurels. Les fonctionnaires et les acheteurs sont effrayés par le sujet des achats durables, car il semble ingérable et complexe, mais il a beaucoup de potentiel et présente de nombreux avantages dont le personnel doit prendre conscience.
- Le travail des réseaux et les actions spécifiques, par exemple celles menées par le Red Argentina de Municipios frente al Cambio Climático (RAMCC) sur les questions énergétiques ou les emplois verts, sont un exemple de ce qui peut être fait. C'est une question de décision et d'opportunités politiques et de passion des gens pour le sujet. Une fois que les gens sont engagés, ces questions sont institutionnalisées par les gens eux-mêmes et ne dépendent pas nécessairement de l'agenda politique.
- L'accent est mis sur l'importance de nommer quelqu'un qui soit en mesure de rassembler ces réseaux de manière efficace. Il faut une personne qui se sente obligée de travailler à la création d'un réseau, et pas seulement passionnée, car les acheteurs ont beaucoup d'autres tâches à accomplir.

Questions de l'audience :

- Q: @Betina ; vous avez mentionné le lien entre le personnel technique, le personnel chargé de la nutrition et le personnel chargé de l'approvisionnement juridique. Cependant, parfois le personnel technique ne se considère pas comme faisant partie du processus d'approvisionnement. Comment pouvons-nous changer cette conception et faire passer le message que nous avons besoin que tout le monde unisse ses forces dans ce processus ?

R: Nous devons nous pencher sur les données et commencer à examiner les politiques ; où veulent-ils aller (au niveau national, international). Ensuite, nous devons ramener tout cela à quelques critères qui doivent être inclus au moins. À Copenhague, par exemple, le personnel de cuisine est invité à une réunion au cours de laquelle le matériel du SPFP est discuté. Différents aspects (par exemple, les conditions de livraison sur la fréquence des achats de nourriture, la quantité de légumes nécessaires ou ce qui est plus important, le prix ou la qualité, etc. Après ce dialogue, le responsable des achats crée un dossier d'appel d'offres plus spécifique. Cependant, c'est le personnel de cuisine qui, en fin de compte, met en œuvre les objectifs politiques, car ce sont eux qui cuisinent et préparent les repas. Néanmoins, si les détails techniques ne sont pas inclus dans l'appel d'offres, les critères spécifiques (par exemple, l'achat de produits du commerce équitable) ne peuvent pas être inclus dans le processus d'achat. Une dernière réunion est alors organisée pour revenir sur le contrat et montrer comment les objectifs politiques peuvent/pourraient être mis en œuvre dans la pratique.

- Q: @Wim ; vous avez mentionné qu'il y a actuellement des activités de consultation en cours où différentes parties prenantes sont ciblées. Qui sont ces parties prenantes et comment se déroulent les consultations avec les différents pays ? Y a-t-il déjà des résultats ?

R: De nombreuses parties prenantes sont impliquées, mais elles se situent principalement au niveau de l'UE. La Commission est également en consultation avec les États membres et a organisé une consultation publique ouverte (qui ne portait pas spécifiquement sur les marchés publics, mais sur le thème des systèmes alimentaires durables en général). La Commission a reçu des réactions de tous les États membres (environ 300 réponses). Les grands pays (par exemple la France) ont fourni plus de réponses, mais il y a également eu des réponses de citoyens. À l'heure actuelle, presque toutes les parties prenantes sont favorables à l'adoption de critères obligatoires. Comment cela va-t-il se faire ? La Commission doit être habilitée à

prendre certaines mesures. L'élaboration du cadre juridique se fait en collaboration avec des collègues d'un centre de recherche commun. Ce qui est également très important, c'est de discuter avec les prestataires de services, c'est-à-dire de savoir si les critères peuvent être mis en œuvre. Nous devons examiner ce qui est faisable. La Commission essaie donc de parler à toutes les parties prenantes, mais surtout aux États membres et aux représentants des villes.

- Q: @Marisa ; vous avez mentionné que l'un des problèmes est que les responsables des achats ne sont souvent pas spécialisés dans l'alimentation, alors qu'au Danemark c'est plus ou moins le cas. En Argentine, quelles pourraient être les stratégies pour soutenir ces liens, pour avoir des personnes plus spécialisées dans les achats alimentaires ?

R: Copenhague est un excellent exemple de SPFP, que j'aime partager avec d'autres. La gestion est tellement importante et cruciale. En Amérique latine, nous sommes généralement confrontés à des problèmes plus structurels. Alors qu'en Europe, on parle de marchés publics durables et de la manière de les mettre en œuvre, en Amérique latine, nous en sommes un peu loin. Je pense que c'est une question de culture. Cependant, je pense qu'il y a un grand potentiel pour la communauté, l'économie, etc., même si cela implique plus de travail et un effort supplémentaire sur des sujets spécifiques. Le RAMCC est un bon exemple de l'état d'avancement du SPFP. Si nous travaillons de manière ciblée, nous pouvons avoir un impact plus important. Nous pouvons faire de même avec le domaine alimentaire. C'est toujours une question de volonté politique. Nous pouvons faire la même chose que vous, Betina, je l'espère. Nous devons insister pour avoir une bonne équipe passionnée qui veut s'engager !

- Q: Existe-t-il également des réseaux d'approvisionnement dans d'autres pays ou sur d'autres continents ?

R: Il existe un petit réseau en Belgique, qui se développe actuellement et s'établit lentement. Une chose importante a été de nommer un président au niveau municipal, car cela aide à la coordination. Il existe également un réseau d'acheteurs de produits alimentaires en Lettonie.

- Q: En Amérique latine, on peut constater la participation de zones d'approvisionnement nationales, mais elles n'ont pas de statut juridique. Cependant, il existe des fonctions avec des personnes désignées (par exemple, président, secrétaire, etc.). L'Argentine est un très grand pays avec un large éventail de réalités sociales et économiques. Une fois par an, le réseau argentin tient une réunion organisée par le gouvernement régional. Elle comprend également des visites sur le territoire, afin de connaître la réalité de la région. Il y a également une participation publique. Tous les agents d'approvisionnement peuvent participer à la discussion de ce qui se passe sur le terrain. C'est un événement très enrichissant. Le réseau avait besoin d'un certain soutien et dispose d'un certain financement. C'est la même chose avec le Mexique. Le potentiel est incroyable.

R: Nous n'avons pas fait d'enquête auprès des États membres. Certains États membres commencent à travailler sur ce sujet, mais d'autres n'ont rien fait. Cela doit être fait de manière structurée. Nous avons besoin de plus qu'un réseau, peut-être imposé par la loi ? Ce n'est que de cette manière que nous pourrions faire la différence, ce qui serait difficile autrement. Bien sûr, il est très important d'examiner avec les États membres si une telle approche est nécessaire.

- Q: Au niveau européen, y a-t-il également une consultation, pour prendre en compte le point de vue des producteurs ?

R: À Copenhague, les fournisseurs sont toujours réunis pour une consultation publique et la municipalité écoute leurs idées. Copenhague dispose également d'une organisation qui met en relation les grossistes, afin qu'ils puissent partager des problèmes communs. L'emballage en est un exemple : comment faire face à ce problème croissant ? C'est une préoccupation pour les deux parties ! Une politique a été mise en place à Copenhague à ce sujet. C'est une

règle stricte, qui touche toute la chaîne, mais le marché n'est pas encore prêt. Grâce aux critères d'évaluation, le marché commence à changer lentement. La municipalité veille également à ce qu'une partie neutre soit impliquée, afin que les agriculteurs et les producteurs ne se rencontrent pas seuls.

R: Il est important d'avoir un réseau inter pays bien structuré et avec un haut niveau de participation.

R: La Commission doit clairement prendre en compte les groupes vulnérables. Lorsque nous parlons d'enfants sans repas, nous ne devons pas seulement parler d'environnement, mais aussi de durabilité sociale et d'éducation !

Questions et remarques du chat :

- Au Costa Rica, il existe un réseau de fournisseurs où ils partagent leurs expériences et leurs pratiques pour s'améliorer et se former. Il y a certains achats qu'ils peuvent réaliser ensemble et coordonner entre eux. Leur intégration et leur participation ne sont pas obligatoires, mais volontaires et ont été initiées comme une pratique de l'unité d'approvisionnement du contrôleur général de la République. Une loi vient d'être votée, qui entrera en vigueur en décembre de cette année, créant une direction des marchés publics au sein du ministère des finances. Cette loi doit assurer la professionnalisation des responsables des achats, standardiser les spécifications et les contrats, ainsi que pouvoir effectuer des achats consolidés pour le secteur central et en coordination avec le secteur public décentralisé.

R: Cette publication d'IDOS sur les marchés publics durables au Costa Rica pourrait vous intéresser dans ce cas : <https://www.idos-research.de/en/studies/article/sustainable-public-procurement-as-a-tool-to-foster-sustainable-development-in-costa-rica-challenges-and-recommendations-for-policy-implementation/>

Ressources :

- Le rapport de synthèse sur les activités de consultant de l'UE : https://ec.europa.eu/info/law/better-regulation/have-your-say/initiatives/13174-Sustainable-EU-food-system-new-initiative_en
- Document technique de l'OMS : [How together we can make the world's most healthy and sustainable public food procurement \(who.int\)](https://www.who.int/publications/m/item/how-together-we-can-make-the-worlds-most-healthy-and-sustainable-public-food-procurement)